

I Robot: U Tax? Considering the Tax Policy Implications of Automation

Roberta F. Mann

Volume 64, numéro 4, juin 2019

Programming Governance/Governing Programming: Regulatory Challenges on the Edge of Technology

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1074155ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1074155ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

McGill Law Journal / Revue de droit de McGill

ISSN

0024-9041 (imprimé)

1920-6356 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mann, R. F. (2019). I Robot: U Tax? Considering the Tax Policy Implications of Automation. *McGill Law Journal / Revue de droit de McGill*, 64(4), 763–807. <https://doi.org/10.7202/1074155ar>

Résumé de l'article

Dans une entrevue en 2017, le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a recommandé de taxer les robots afin de ralentir le pas de l'automatisation. Les fonds ainsi amassés pourraient être utilisés dans le but de réentraîner et supporter des travailleurs déplacés. Jusqu'à 47 pour cent des emplois américains sont à risque en raison des avancements de l'intelligence artificielle. Les travailleurs avec de bas salaires détiennent actuellement la majorité de ces emplois à risque. Par conséquent, une augmentation de l'automatisation haussera probablement les inégalités salariales.

Bien que les changements dus à l'automatisation ne soient pas nouveaux, les avancées de l'intelligence artificielle menacent d'éliminer beaucoup plus d'emplois que l'automatisation a historiquement éliminés. Une automatisation accélérée pose deux problèmes : un problème de revenu et un problème humain. Le problème de revenu existe, car le système fiscal est structuré de façon à taxer le travail de manière plus imposante que le capital puisque, d'un côté, le travail peut moins facilement éviter de se faire taxer. D'un autre côté, les investissements en capitaux sont moins taxés étant donné que le capital est mobile et peut ainsi mieux échapper à l'imposition. Lorsque le capital devient du travail, comme c'est le cas avec l'automatisation, le système s'écroule par le bas. Le problème humain est d'abord que la plupart des gens ont besoin d'un revenu obtenu par le travail pour survivre. Certains académiques ont plaidé en faveur d'un revenu de base universel fourni par le gouvernement (RBU). Taxer les robots pourrait en théorie fournir les fonds nécessaires pour un RBU, quoique n'importe quelle source de revenus fonctionnerait tout aussi bien. Alors qu'un RBU résoudrait le problème de survie, les humains ont besoin de bien plus que de simplement survivre. Dans ses travaux classiques, le psychologue Abraham Maslow a listé la survie comme la fondation de sa hiérarchie des besoins. Le travail satisfait l'ordre le plus haut des besoins, soit celui relatif à l'identité sociale et à l'estime de soi.

Le *Tax Cuts and Jobs Act (TCJA)*, promulgué en décembre 2017, a coupé de façon significative le taux d'imposition américain, de 35 pour cent à 21 pour cent. En outre, le *TCJA* a augmenté les avantages fiscaux pour l'achat d'équipement (ce qui inclut l'automatisation) en haussant de façon significative les déductions supplémentaires d'amortissement. La nouvelle législation fiscale continue d'approfondir le penchant qui existe en faveur de l'automatisation. Cet article explore des options de politiques pour résoudre le problème de revenu et le problème des emplois, incluant une discussion et une critique de certaines propositions quant au RBU et d'autres recommandations de politiques, comme un crédit d'impôt sur le revenu gagné, des mesures incitatives pour les employeurs et, ravivant une idée de la Grande Dépression, les « *Civilian Conservation Corps* ».

Copyright © Roberta F. Mann, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

I ROBOT: U TAX? CONSIDERING THE TAX POLICY IMPLICATIONS OF AUTOMATION

*Roberta F. Mann**

In a 2017 interview, Microsoft founder Bill Gates recommended taxing robots to slow the pace of automation. Funds raised could be used to retrain and financially support displaced workers. Up to 47 per cent of US jobs are at risk by advancements in artificial intelligence. Low-wage workers currently hold a majority of those at-risk jobs. Increased automation is likely to exacerbate income inequality.

While employment changes due to automation are not new, advances in artificial intelligence threaten to eliminate many more jobs than were eliminated historically through automation. Accelerated automation presents two problems: a revenue problem and a human problem. The revenue problem exists because the tax system is designed to tax labour more heavily than capital, as labour is less likely to be able to avoid taxation. Capital investment, on the other hand, is taxed more lightly because capital is mobile and can escape taxation. When capital becomes labour, as in automation, the bottom falls out of the system. The human problem is first that most people need income from working to survive. Some scholars have advocated for a governmentally provided universal basic income (UBI). Taxing robots could in theory provide revenue for a UBI, although any source of revenue would work just as well. While a UBI would solve the survival problem, humans need more than basic survival. In his classic work, psychologist Abraham Maslow listed survival as the foundation of his hierarchy of needs. Work satisfies the higher order needs of social identity and self-esteem.

The *Tax Cuts and Jobs Act (TCJA)*, enacted in December 2017, significantly cut the US corporate tax rate, from 35 per cent to 21 per cent. In addition, *TCJA* increased tax benefits for purchasing equipment (which would include automation) by significantly enhancing bonus depreciation. The new tax legislation continued and deepened the existing tax bias towards automation. This article explores policy options for solving the revenue problem and the "jobs" problem, including a discussion and critique of UBI proposals and recommendations for other policy options, such as an enhanced earned income tax credit, incentives for employers, and reviving an idea from the Great Depression, the *Civilian Conservation Corps*.

Dans une entrevue en 2017, le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a recommandé de taxer les robots afin de ralentir le pas de l'automatisation. Les fonds ainsi amassés pourraient être utilisés dans le but de réentraîner et supporter des travailleurs déplacés. Jusqu'à 47 pour cent des emplois américains sont à risque en raison des avancements de l'intelligence artificielle. Les travailleurs avec de bas salaires détiennent actuellement la majorité de ces emplois à risque. Par conséquent, une augmentation de l'automatisation haussera probablement les inégalités salariales.

Bien que les changements dus à l'automatisation ne soient pas nouveaux, les avancées de l'intelligence artificielle menacent d'éliminer beaucoup plus d'emplois que l'automatisation a historiquement éliminés. Une automatisation accélérée pose deux problèmes : un problème de revenu et un problème humain. Le problème de revenu existe, car le système fiscal est structuré de façon à taxer le travail de manière plus imposante que le capital puisque, d'un côté, le travail peut moins facilement éviter de se faire taxer. D'un autre côté, les investissements en capitaux sont moins taxés étant donné que le capital est mobile et peut ainsi mieux échapper à l'imposition. Lorsque le capital devient du travail, comme c'est le cas avec l'automatisation, le système s'écroule par le bas. Le problème humain est d'abord que la plupart des gens ont besoin d'un revenu obtenu par le travail pour survivre. Certains académiques ont plaidé en faveur d'un revenu de base universel fourni par le gouvernement (RBU). Taxer les robots pourrait en théorie fournir les fonds nécessaires pour un RBU, quoique n'importe quelle source de revenus fonctionnerait tout aussi bien. Alors qu'un RBU résoudrait le problème de survie, les humains ont besoin de bien plus que de simplement survivre. Dans ses travaux classiques, le psychologue Abraham Maslow a listé la survie comme la fondation de sa hiérarchie des besoins. Le travail satisfait l'ordre le plus haut des besoins, soit celui relatif à l'identité sociale et à l'estime de soi.

Le *Tax Cuts and Jobs Act (TCJA)*, promulgué en décembre 2017, a coupé de façon significative le taux d'imposition américain, de 35 pour cent à 21 pour cent. En outre, le *TCJA* a augmenté les avantages fiscaux pour l'achat d'équipement (ce qui inclut l'automatisation) en haussant de façon significative les déductions supplémentaires d'amortissement. La nouvelle législation fiscale continue d'approfondir le penchant qui existe en faveur de l'automatisation. Cet article explore des options de politiques pour résoudre le problème de revenu et le problème des emplois, incluant une discussion et une critique de certaines propositions quant au RBU et d'autres recommandations de politiques, comme un crédit d'impôt sur le revenu gagné, des mesures incitatives pour les employeurs et, ravivant une idée de la Grande Dépression, les « *Civilian Conservation Corps* ».

* Mr. & Mrs. L.L. Stewart Professor of Business Law, University of Oregon School of Law. I appreciate the comments from those who attended my presentation of this paper at the Australian National University, Monash University, the University of Oregon School of Law, the 2018 Law & Society meeting, and the McGill Law Journal Symposium on Regulatory Challenges on the Edge of Technology. All errors are my own.

Introduction	765
I. History and Future of Automation	769
<i>A. Defining Robots</i>	769
<i>B. History of Automation</i>	770
<i>C. Future of Automation</i>	773
II. The US Tax System's Impact on Employment	777
<i>A. Where Revenues Come From</i>	777
<i>B. Why Tax Capital More Lightly Than Labour?</i> ²	778
<i>C. Recent Changes in the US Tax System</i>	782
1. Capital Wins	782
<i>a. Who Benefits from the Corporate Rate Cut?</i>	782
<i>b. Accelerated Benefits from Capital Investment</i>	784
2. Labour Loses	784
<i>a. The "Pass-Through" Deduction</i>	784
<i>b. Moving Expense Deduction</i>	785
<i>c. Education Expenses</i>	786
<i>D. Philosophical Basis for Taxation</i>	789
III. Psychology of Jobs	791
IV. Potential Solutions	794
<i>A. Universal Basic Income</i>	794
<i>B. Enhancing EITC</i>	796
<i>C. Providing Jobs</i>	799
<i>D. Funding Solutions</i>	801
Conclusion	806

Introduction

In a 2017 interview, Microsoft founder Bill Gates recommended taxing robots to slow the pace of automation.¹ Funds raised could be used to retrain and provide financial support for displaced workers. Up to 47 per cent of US jobs are at risk because of advancements in artificial intelligence. Low-wage workers currently hold a majority of those at-risk jobs. Therefore, absent policy changes, increased automation is likely to exacerbate income inequality.

While employment changes due to automation are not new, advances in artificial intelligence threaten to eliminate many more jobs than were eliminated historically through automation, and at a much faster pace. Accelerated automation presents two problems: a revenue problem and a human problem. The revenue problem exists because the tax system is designed to tax labour more heavily than capital, as labour is less likely to be able to avoid taxation.² Capital investment, on the other hand, is taxed more lightly because capital is mobile and can escape taxation.³ When capital becomes labour, as in automation, the bottom falls out of the system. The human problem is first that most people need income from working to survive. Some scholars have advocated for a governmentally provided universal basic income (UBI). Taxing robots could, in theory, provide revenue for a UBI, although any source of revenue would work just as well. While a UBI would solve the survival problem, humans need more than basic survival. In his classic work, psychologist Abraham Maslow listed survival as the foundation of his hierarchy of needs.⁴ Work satisfies the higher order needs of social identity and self-esteem.

Of course, automation is not all bad. It has relieved humans of back-breaking (and sometimes boring) work. Moreover, automation can have environmental benefits. Automation is already having an impact on the overall efficiency of the goods-movement system, cutting both costs and energy demands. For example, self-driving vehicles may put human truck and taxi drivers out of work, but could reduce greenhouse gas emissions

¹ See Kevin J Delaney, “The Robot That Takes Your Job Should Pay Taxes, Says Bill Gates”, *QUARTZ* (17 February 2017), online: <qz.com> [perma.cc/Q29R-EDWY].

² See 157 US 429 (1895).

³ See Kimberly Clausing, “Labor and Capital in the Global Economy”, *Democracy* 43 (Winter 2017), online: <democracyjournal.org> [perma.cc/77MN-448S].

⁴ See AH Maslow, “A Theory of Human Motivation” (1943) 50:4 *Psychological Rev* 370 at 372–76.

from transport, which are significant.⁵ Automation could deliver 10 to 20 per cent in fuel savings by maintaining optimal speed and avoiding excessive stop-and-go or idling.⁶ Thus, policies need to be sensitively designed to assist human workers without stifling automation's benefits.

When considering how to tax job-replacing robots, we should think about the broader purpose of a tax system. Taxes raise revenue, but for whom? In the context of the United States, the informal title of the most recent tax bill gives a clue: the *Tax Cuts and Jobs Act (TCJA)*.⁷ The chairman of the House Ways & Means Committee, Paul Ryan, said the legislation was about “[m]ore jobs, fairer taxes, and bigger paychecks. Faster growth and real upward mobility. A strong economy that makes all of us stronger.”⁸ At least in terms of political rhetoric, the tax system serves people. Indeed, in the words of a scholar espousing the utilitarian view of tax policy, “improving aggregate social welfare, as measured by the individual utility levels or happiness of the population, remains one important goal of tax policy.”⁹ British philosopher Jeremy Bentham is considered the father of utilitarianism.¹⁰ He was the first philosopher to define the ethics of utilitarianism, under which an action is deemed ethical if it promotes pleasure and diminishes pain. Economic growth does not always increase happiness, particularly in unequal societies.¹¹ Increasing the wealth of the already wealthy will not increase happiness, although it might decrease happiness for the stagnating middle class who find themselves falling further behind. British researchers Andrew E. Clark and Andrew J. Oswald found (unsurprisingly) that unemployment

⁵ See generally Greg Harman, “Driverless Big Rigs: New Technologies Aim to Make Trucking Greener and Safer”, *The Guardian* (24 February 2015), online: <www.theguardian.com> [perma.cc/SD78-GVKC].

⁶ See US, National Renewable Energy Laboratory, *Estimated Bounds and Important Factors for Fuel Use and Consumer Costs of Connected and Automated Vehicles* (NREL/TP-5400-67216) (November 2016) at 19, online (pdf): <www.nrel.gov> [perma.cc/9PYE-649T].

⁷ Pub L No 115-97, [2017] 131 Stat 2054 at § 12002(b)(3) [TCJA].

⁸ Speaker of the House, Press Release, “Speaker Ryan’s Floor Remarks on the Tax Cuts and Jobs Act” (19 December 2017), online: <www.speaker.gov> [perma.cc/F8U8-4Q22].

⁹ Thomas D Griffith, “Progressive Taxation and Happiness” (2004) 45:5 *Boston College L Rev* 1363 at 1366.

¹⁰ See Julia Driver, “The History of Utilitarianism” in Edward N Zalta, ed, *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, Winter 2014 ed (Stanford, CA: Metaphysics Research Lab, 2014), online: <plato.stanford.edu> [perma.cc/AMG7-VQJG].

¹¹ See Selin Kesebire, “When Economic Growth Doesn’t Make Countries Happier”, *Harvard Business Review* (25 April 2016), online: <hbr.org> [perma.cc/W9H8-7BB9].

diminishes happiness.¹² Therefore, if the US tax system exists to serve the American people, it should not lead to unemployment.

The *TCJA* significantly cut the US corporate tax rate, from 35 per cent to 21 per cent.¹³ Economic modeling by the conservative leaning Tax Foundation found that cutting the corporate tax rate to 20 per cent would have the effect of lifting wages by more than 2.5 per cent and creating more than 587,000 full-time equivalent jobs.¹⁴ Combining the corporate rate cut with full expensing for capital investments, which would include the purchase of robots, would increase the number of jobs created to 861,000.¹⁵ However, when White House economic adviser Gary Cohn asked a group of corporate executives whether they would use the tax cut to increase investment, hire employees, or increase wages, there was little positive response.¹⁶

While the policymakers behind the corporate tax rate cut may have hoped that jobs would result, strings could have been attached to make sure that jobs were created. Instead, the *TCJA* increased tax benefits for purchasing equipment (which would include automation) by significantly enhancing bonus depreciation.¹⁷ Thus, instead of creating jobs for people, the new tax legislation continued and deepened the existing tax bias toward automation. Employers will obviously be tempted by the tax savings provided by using automation instead of human employees. In addition, from an employer's perspective, robots have certain advantages over humans. They don't call in sick, they don't have affairs with other employees, and they don't need a retirement plan.¹⁸

What is to be done with workers whose jobs are made obsolete by automation? Retraining is an obvious answer. Although many jobs can be

¹² See Andrew E Clark & Andrew J Oswald, "Unhappiness and Unemployment" (1994) 104:424 *Econ J* 648 at 650–51.

¹³ *TCJA*, *supra* note 7 at § 13001(a).

¹⁴ See Scott A Hodge, "The Jobs and Wage Effects of a Corporate Rate Cut", *Tax Foundation* (25 October 2017), online: <taxfoundation.org> [perma.cc/C9KZ-P3JS].

¹⁵ See *ibid.*

¹⁶ See Bob Bryan, "Gary Cohn Had an Awkward Moment When CEOs Appeared to Shoot Down One of the Biggest Arguments for the GOP Tax Plan", *Business Insider* (14 November 2017), online: <www.businessinsider.com> [perma.cc/ED5L-96Z6].

¹⁷ See *TCJA*, *supra* note 7 at § 13201.

¹⁸ This advertisement from a robotic welding manufacturer makes the point: "As much as you hate to admit it, employees can sometimes be unreliable—they don't show up for work or have bad days. Robots are reliable—they are there everyday and can work numerous hours without taking a break or stopping for lunch." Lincoln Electric, "Justifying the Cost of a Robotic Welding System", online (pdf): <www.lincolnelectric.com> [perma.cc/L5LT-6FKM].

automated, some jobs are, at this time, unlikely to be fully automated. Manual non-routine jobs, such as caregiving for small children or the elderly is not likely to be automated, but not all people whose jobs have been eliminated by automation are suited to such work. However, some of those people who are not suited for caregiving might be able to do construction work. According to the McKinsey Global Insight report, jobs involving physical activities in an unpredictable environment, such as forestry or construction, require a high degree of flexibility, which makes them harder to automate.¹⁹

The *TCJA* not only made it less attractive to hire human workers, it made it more difficult for human workers to find new jobs. First, the *TCJA* eliminated the moving expense deduction, which made it easier for workers to move to take another job.²⁰ Second, the legislation eliminated the miscellaneous itemized deduction for unreimbursed employee business expenses, which employees could use to defray the cost of self-funded retraining.²¹ Rather than “hoping” that tax cuts would create jobs, policymakers could act to provide meaningful work opportunities and to incentivize private employers to use humans, rather than robots.

This article will first define “robot”, then explore the history and future of automation. Next, the article will examine the history and future of tax provisions that affect job availability and the taxation of capital and labour in the United States. This section will include the rationale for taxing capital more lightly than labour, and for comparing the burden of labour taxation in other developed countries to labour taxation in the United States. This section will further consider whether robots should be taxed as capital, as well as the broader question of whether the current taxation of capital is normatively wrong, based on philosophical rationale and taking into account capital taxation’s impact on inequality. The focus of the article follows by asking why humans need jobs and exploring policy options for solving the “jobs” problem. This section will include a discussion and critique of UBI proposals and recommend other policy options, such as an enhanced earned income tax credit, incentives for employers, and reviving an idea from the Great Depression, the Civilian Conservation Corps. Finally, the article concludes that while tax changes benefitting displaced workers should be pursued, taxing robots is probably not the best option for funding those changes.

¹⁹ See McKinsey Global Institute, “A Future that Works: Automation, Employment, and Productivity” (January 2017) at 45, online (pdf): <www.mckinsey.com> [perma.cc/79QC-BQVK].

²⁰ See *TCJA*, *supra* note 7 at § 11049.

²¹ See *ibid* at § 11045.

I. History and Future of Automation

I regard it as the major domestic challenge ... of the '60s, to maintain full employment ... when automation ... is replacing men.²²

Clearly, concern about automation is not a new problem. Well before President John F. Kennedy worried about job replacement by automation in the 1960s, in 1811, at the peak of the Industrial Revolution, a group of textile workers calling themselves Luddites smashed machinery to protest working conditions.²³ Although many in the group were in fact skilled machine operators, the term “Luddite” has come to represent resistance to modern technology. Bill Gates—the founder of one of the world’s most successful technology companies—is no Luddite, but even he has expressed concern about robots taking the jobs of humans who paid taxes.²⁴ His focus is not so much on keeping humans in those jobs, but on retaining the government income tax revenue that once came from human workers. Gates wants a robot tax to pay for humans doing the jobs that humans are best at: those requiring human empathy and understanding, like reaching out to the elderly and helping special needs children. He notes that there is an “immense” shortage of people doing those jobs that are uniquely human.²⁵ Before you can tax a robot, however, you have to decide what a robot is. The next part considers definitions.

A. Defining Robots

The idea of a “robot” has been exemplified in modern culture in such fictional characters as Class B-9-M-3 General Utility Non-Theorizing Environmental Control Robot, known simply as Robot, from the TV series *Lost in Space*; Rosie the Robot maid from the *Jetsons* animated series; R2-D2 from *Star Wars*; and the Waste Allocation Load Lifter Earth-class WALL-E, from the 2008 Disney-Pixar film *WALL-E*. All of these robots have humanoid features like arms or eyes and move while in an erect position, somewhat like a human. For the purposes of this article, which focuses on the revenue and jobs aspects of robots, a robot is any machine that can duplicate human skills. Those skills may be physical or mental. We may use the term “automation” interchangeably with “robot”, as au-

²² John F Kennedy Presidential Library and Museum, News Conference, “News Conference 24”, (14 February 1962), online: <www.jfklibrary.org> [perma.cc/UUD6-75F4].

²³ See Richard Conniff, “What the Luddites Really Fought Against”, *Smithsonian Magazine* (March 2011), online: <www.smithsonianmag.com> [perma.cc/536A-JQXC].

²⁴ See Delaney, *supra* note 1.

²⁵ See *ibid.*

tomation means using machines to perform tasks that might be performed by a human, and even some tasks that humans would find difficult to perform. Some robots may be capable of learning, also called artificial intelligence or machine learning. Machine learning occurs via algorithms programmed into the machine that enable it to “learn”, either from previous experience or experiences accessible through a data source.²⁶

B. History of Automation

Automation has been used to replace human labour for centuries. Historically, automation was used to replace physical skills—a non-human power source using tools to perform a task. The history of automation can be illustrated by looking at three sectors of the job market: agriculture, industry, and services. When humans first began cultivating crops between 12,000 and 23,000 years ago, humans were the only source of labour.²⁷ The Romans documented the use of oxen to plow fields in the first century A.D.²⁸ The ancient Greeks made the first recorded use of water wheels to mill grain.²⁹ The natural movement of water in a stream provided the power source that moved the grinding stones. In 1794, Eli Whitney patented the cotton gin, which separated seeds from the valuable cotton fibers, replacing fifty human labourers with one machine and a horse.³⁰

Automation ushered in the Industrial Revolution with the invention of the steam engine in England.³¹ The steam engine provided cheap energy, enabling the British economy to increase annual growth from 1 per cent per year to 4 per cent per year, making Britain the foremost economic power in Europe.³² In 1913, Henry Ford installed the first moving assem-

²⁶ See Chris Meserole, “What is Machine Learning?”, (4 October 2018), online: *Brookings Institute* <www.brookings.edu> [perma.cc/9P29-RNQB].

²⁷ See Anit Snir et al, “The Origin of Cultivation and Proto-Weeds, Long Before Neolithic Farming” (2015) 10:7 PLoS ONE 1, DOI: <10.1371/journal.pone.0131422>.

²⁸ See John H Moore, “The Ox in the Middle Ages” (1961) 35:2 *Agricultural History* 90.

²⁹ See BJ Lewis, JM Cimbala & AM Wouden, “Major Historical Developments in the Design of Water Wheels and Francis Hydroturbines” (Paper delivered at the 27th IAHR Symposium on Hydraulic Machinery and Systems, 2014) IOP Conference Series: Earth & Environmental Science 22 at 1.

³⁰ Unfortunately, the cotton gin just cleaned the cotton, but did not pick it. See Joan Brodsky Schur, “Eli Whitney’s Patent for the Cotton Gin” (23 September 2016), online: *National Archives* <www.archives.gov> [perma.cc/YZX3-HCET].

³¹ See John Steele Gordon, “How the Industrial Revolution Began”, *Barron’s* (13 February 2015), online: <www.barrons.com> [perma.cc/M6B5-2JGJ].

³² See *ibid.*

bly line in the United States, which facilitated the future of automated manufacturing, although the original assembly line workers were humans.³³

The Industrial Revolution caused a shift in employment—before that, a majority of people worked in agriculture. The US Bureau of Labor Statistics tracked the shift—in 1850, 64.5 per cent of workers were employed in agriculture.³⁴ In 1910, work was almost evenly divided between the agriculture, industrial, and service economies.³⁵ In 2016, 2 per cent of those employed worked in agriculture, 13 per cent worked in industry, and 80 per cent worked in the service sector.³⁶ The United States lost about 5.6 million manufacturing jobs between 2000 and 2010.³⁷ There is some dispute about the reason for the decline in industrial jobs in the United States. Analysis by researchers at the University of Michigan examined multinational corporations and found that increased foreign sourcing—in other words “globalization”—to be a “strong substitute” for US employment.³⁸ Researchers at Ball State University found that 88 per cent of the job loss was due to increased productivity from technological improvements.³⁹ Another study blamed robots for 360,000 to 670,000 lost manufacturing jobs between 1990 and 2007.⁴⁰ The Brookings Institution warned “don’t blame the robots,” reporting that countries that invested in

³³ See Kat Eschner, “One Hundred and Three Years Ago Today, Henry Ford Introduced the Assembly Line: His Workers Hated It” *Smithsonian Magazine* (1 December 2016) online: <www.smithsonianmag.com> [perma.cc/44CB-25QY].

³⁴ See Michael Urquhart, “The Employment Shift to Services: Where Did It Come From?” (1984) 107:4 *Monthly Labour Rev* 15 at 16.

³⁵ See *ibid.* The Washington Post provided an animated and more detailed picture of the shift in the United States, by state, from 1990 to 2014: see Reid Wilson, “Watch the U.S. Transition from a Manufacturing Economy to a Service Economy, in One GIF”, *Washington Post* (3 September 2014), online: <www.washingtonpost.com> [perma.cc/U7VS-8DRL].

³⁶ See US Bureau of Labor Statistics, “Employment by Major Industry Sector” (24 October 2017), online: *United States Department of Labor* <www.bls.gov> [perma.cc/VD5M-2SLH] (Figures exclude special industries, and therefore percentages do not add to 100).

³⁷ See Federica Cocco, “Most U.S. Manufacturing Jobs Lost to Technology, Not Trade” *Financial Times* (2 December 2016), <www.ft.com> [perma.cc/WC2R-D93G].

³⁸ See Christoph E Boehm, Aaron Flaaen, & Nita Pandalai-Nayar, “Multinationals, Offshoring, and the Decline of U.S. Manufacturing” (2017) US Census Bureau Center for Economic Studies Working Paper No CES 17-22 at 3.

³⁹ See Michael J Hicks & Srikant Devaraj, “The Myth and the Reality of Manufacturing in America” at 6 (April 2017), online (pdf): *Ball State University Center for Business and Economics Research* <conexus.cberdata.org> [perma.cc/KY3N-PW3W].

⁴⁰ See Daron Acemoglu & Pascual Restrepo, “Robots and Jobs: Evidence from US Labor Markets” (2017) National Bureau of Economic Research Working Paper No 23285 at 36.

robots saw lower declines in manufacturing employment.⁴¹ Germany, Sweden, Korea, France, and Italy all lost fewer jobs than the United States despite greater investment in robots.⁴² In particular, Germany, which uses over three times as many robots per hour as the US, lost 19 per cent of manufacturing jobs from 1996 to 2012, compared to 33 per cent of manufacturing jobs lost in the US.⁴³

The automotive industry continues to move toward reducing human labour and increasing robot labour, leading to increased productivity. For example, in the 1950s, each General Motors (GM) employee made an average of seven cars per year.⁴⁴ Now each employee makes twenty-eight cars per year, meaning that today GM needs four times fewer workers per car produced.⁴⁵ In 2017, Elon Musk of Tesla Motors, announced plans for a fully automated automobile factory with no humans on the floor.⁴⁶ However, in 2018, Mr. Musk acknowledged that his dream of full automation in the Model 3 factory was to blame for failure to meet production goals, tweeting “Yes, excessive automation at Tesla was a mistake. ... Humans are underrated.”⁴⁷

Finally, “intelligent” computers like the chess-playing Deep Blue⁴⁸ and the Jeopardy-playing Watson⁴⁹ herald the future potential of robots. While computers like Deep Blue and Watson don’t move around like R2-D2, their vast computing power allows them to almost instantaneously

⁴¹ See Scott Andes & Mark Muro, “Don’t Blame the Robots for Lost Manufacturing Jobs” (29 April 2015), online: *Brookings Institution* <www.brookings.edu> [perma.cc/KQJ2-7GSK].

⁴² See *ibid.*

⁴³ See *ibid.*

⁴⁴ See Enrico Moretti, *The New Geography of Jobs* (Boston: Mariner Books/Houghton Mifflin Harcourt, 2012) at 37.

⁴⁵ See *ibid.*

⁴⁶ See Matthew DeBord, “Tesla’s Future Is Completely Inhuman—and We Shouldn’t Be Surprised”, *Business Insider* (20 May 2017), online: <www.businessinsider.com> [perma.cc/K86R-2LAK].

⁴⁷ See Russ Mitchell, “Musk Has Second Thoughts on Aggressive Automation for Tesla Model 3”, *Los Angeles Times* (17 April 2018), online: <www.latimes.com> [perma.cc/ZQ7T-3Z2U].

⁴⁸ See Larry Greenemeier, “20 Years After Deep Blue: How AI Has Advanced Since Conquering Chess”, *Scientific American* (2 June 2017), online: <www.scientificamerican.com> [perma.cc/S5G4-L7QS] (IBM computer Deep Blue beat world chess champion Garry Kasparov in 1997).

⁴⁹ See David H Freedman, “A Reality Check for IBM’s AI Ambitions”, *MIT Technology Review* (27 June 2017), online: <www.technologyreview.com> [perma.cc/X8QX-B74J] (IBM computer Watson beat human competitors in the game show Jeopardy in 2011).

review and analyze huge amounts of data, leading to applications in medical diagnoses⁵⁰ and legal document review.⁵¹

C. *Future of Automation*

Historically, automation has created jobs, and some wonder why today's automation is different. Indeed, some argue that today's automation is no different, and that the rise of machine learning and artificial intelligence will not cause any *aggregate* job loss.⁵² A report from McKinsey Global Initiative came to a similar conclusion, citing an executive survey that found that about 77 per cent of companies responding to the survey expected no net change in numbers of workers from adopting automation and artificial intelligence (AI).⁵³ However, many economists and technology experts believe that broad implementation of AI will substantially accelerate in the near future, causing rapid job loss.⁵⁴ The annual worldwide shipments of multipurpose industrial robots are projected to almost double from 2014 to 2019, from around 200,000 units to over 400,000 units.⁵⁵ Human skills may not be able to keep up with the pace of technological change, thereby creating technological unemployment.⁵⁶ Moreover, robot labour may be less costly than human labour. For example, a human

⁵⁰ See Steve Lohr, "IBM Is Counting on Its Bet on Watson, and Paying Big Money for It", *The New York Times* (17 October 2016), online: <nyti.ms/2ebahXt> [perma.cc/PY7T-5JN4]

⁵¹ See "Comparing the Performance of Artificial Intelligence to Human Lawyer in the Review of Standard Business Contracts" (February 2018), online (pdf): *LawGeex* <ai.lawgeex.com> [perma.cc/F2QL-VGRB] at 14: "LawGeex Artificial Intelligence achieved an average 94% accuracy rate, ahead of the lawyers who achieved an average rate of 85%."

⁵² See Jeff Borland & Michael Coelli, "Are Robots Taking Our Jobs?" (2017) 50:4 *Australian Economic Rev* 377 at 379.

⁵³ See Jacques Bughin et al, "Skill Shift: Automation and the Future of the Workforce" (May 2018), online (pdf): *McKinsey Global Institute* <www.mckinsey.com> [perma.cc/S4KU-74VC] at 36.

⁵⁴ See e.g. Jerry Kaplan, *Artificial Intelligence: What Everyone Needs to Know* (New York: Oxford University Press, 2016) at 129.

⁵⁵ See Linda A Thompson, "Rise of Robots: Boon for Companies, Tax Headache for Lawmakers", *Bloomberg Tax* (20 February 2017), online: <www.bna.com> [perma.cc/5L93-5Y2R].

⁵⁶ See Erik Brynjolfsson & Andrew McAfee, *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies* (New York: W W Norton & Company, 2014) at 178.

welder today earns an average of twenty-one dollars per hour,⁵⁷ while “the equivalent operating cost per hour for a robot is around eight dollars.”⁵⁸

Even those researchers skeptical of the job-loss potential of today’s automation recognize that the structural dislocation from the increased pace of technological change exacerbates income inequality and results in the need for policy changes. As Borland and Coelli note:

Technological change does not have a long-run effect on aggregate employment because, although it may cause jobs to be destroyed, it has also always meant the creation of extra and new jobs. ... Clearly, technological change does affect the labour market. Some workers lose their jobs, and this creates the need for policies to assist those workers to regain employment. ... [C]hanges in the distribution of and return to employment across occupations, which seem likely to have been driven to a large degree by developments in technology, have been a major cause of increasing earnings inequality.⁵⁹

The Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), in its 2016 analysis, agreed with the above conclusion. While finding that automation is unlikely to destroy large numbers of jobs, the report notes that “low qualified workers are likely to bear the brunt of the adjustment costs.”⁶⁰ The report found that no country had more than 15 per cent of workers in jobs with high automatability, and only the United Kingdom, Slovak Republic, Spain, Germany, and Austria had more than 10 per cent of workers in this at-risk category.⁶¹ However, in all countries, the jobs at most risk are low-skilled and require little education.⁶² The McKinsey Global Institute report cited above found job losses were likely to occur in physical and manual work, such as equipment operation and navigation, as well as basic cognitive work, such as basic data input and communication.⁶³ Increased demand was likely to be found for employees with higher cognitive skills, such as creativity, and social and emotional skills, such as leadership and management.⁶⁴

⁵⁷ See US Bureau of Labor Statistics, “Occupational Employment and Wages: 51-4121 Welders, Cutters, Solderers, and Brazers” (May 2017), online: *United States Department of Labor* <www.bls.gov> [perma.cc/42ZC-EX3B].

⁵⁸ Cocco, *supra* note 37.

⁵⁹ *Supra* note 52 at 379.

⁶⁰ Melanie Arntz, Terry Gregory & Ulrich Zierahn, “The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries: A Comparative Analysis” (2016) OECD Social, Employment and Migration Working Paper No 189 at 4.

⁶¹ See *ibid* at 16.

⁶² See *ibid* at 19.

⁶³ See Bughin et al, *supra* note 53 at 2.

⁶⁴ See *ibid*.

In 2015, an article in *The Atlantic* predicted the “end of work”, citing three reasons to believe that automation will begin to reduce the overall supply of jobs: “the ongoing triumph of capital over labor, the quiet demise of the working man, and the impressive dexterity of information technology.”⁶⁵ Although unemployment rates are near historic lows in the United States, the Department of Labor only measures those still seeking work in calculating unemployment.⁶⁶ The 1.4 million people who are no longer seeking work do not factor into those statistics, which only count people who have searched for work in the four weeks before the statistic is generated.⁶⁷ Although unemployment rates are declining, the number of long-term unemployed and discouraged workers remain about the same.⁶⁸ Interestingly, job gains have occurred in some of the categories considered most vulnerable to automation, such as warehousing and transportation.⁶⁹ The Bureau of Labor Statistics reported that while the unemployment rates declined for adult women and “whites”, the unemployment rates for adult men, teenagers, and minority groups remained unchanged from the last reporting period.⁷⁰

As important in assessing the impact of automation as the unemployment rate is the “labour share” of the economy. The labour share of the economy is defined as the share of gross domestic product (GDP) that is paid as compensation in the form of wages, salaries, pensions and other benefits.⁷¹ Economists use labour share to determine the distribution of income between labour and capital.⁷² The labour share of advanced econ-

⁶⁵ Derek Thompson, “A World Without Work”, *The Atlantic* (July/August 2015), online: <www.theatlantic.com> [perma.cc/8RYX-D94Z].

⁶⁶ See US Department of Labor, News Release, USDL-18-0683, “The Employment Situation” (April 2018), online (pdf): <www.bls.gov> [perma.cc/39RY-CVKC].

⁶⁷ See *ibid*; the Bureau of Labor Statistics (BLS) reported “[t]otal unemployed, plus all persons marginally attached to the labor force, plus total employed part time for economic reasons, as a percent of the civilian labor force plus all persons marginally attached to the labor force” at 7.8 per cent (seasonally adjusted) in April 2018 (*ibid* at table A-15). See also Drew DeSilver, “What the Unemployment Rate Does—and Doesn’t—Say About the Economy”, (7 March 2017), online (blog): *Pew Research Center Fact Tank* <www.pewresearch.org> [perma.cc/VH2U-C25H].

⁶⁸ See US Department of Labor, News Release, USDL-18-1586, “The Employment Situation” (September 2018), online (pdf): <www.bls.gov> [perma.cc/77FT-8945].

⁶⁹ See *ibid*.

⁷⁰ See *ibid*.

⁷¹ See Ana Maria Santacreu & Heting Zhu, “How Income Inequality is Affected by Labor Share” (31 July 2017), online (blog): *Federal Reserve Bank of St. Louis: On the Economy* <www.stlouisfed.org> [perma.cc/ZG5K-UXE8].

⁷² See *ibid*.

omies has declined from 54 per cent in 1980 to 51 per cent in 2014.⁷³ About half the decline in the labour share results from technology adoption.⁷⁴ For example, in 1964, AT&T was the most valuable company in the US, employed 758,611 people and was worth \$267 billion in today's dollars.⁷⁵ In 2017, Google (Alphabet), was worth \$762.5 billion but reported having about 88,000 employees—three times the market value of 1960s AT&T but only about 10 per cent of the work force.⁷⁶

AI poses the most significant problem for human jobs. When automation replaced human physical skills, humans could still rely on their superior cognitive skills.⁷⁷ AI threatens to replace humans' cognitive skills. Robots and computers are unlikely to develop human consciousness or emotions. However, for the first time, "humans are in danger of losing their economic value because intelligence is decoupling from consciousness."⁷⁸ Optimistically, "even as A.I. threatens to put people out of work, it can simultaneously be used to match them to good middle-class jobs that are going unfilled."⁷⁹ Moreover, AI may be able to predict which skills and training will be needed for the job openings of tomorrow.⁸⁰ The importance of continuous learning in today's environment of rapid technological innovation cannot be overemphasized. While humans have traditionally viewed education as a period of learning followed by a period of

⁷³ See *ibid.*

⁷⁴ See Mai Chi Dao et al, "Drivers of Declining Labor Share of Income" (12 April 2017), online (blog): *IMFBlog* <blogs.imf.org> [perma.cc/L8A8-Y3TQ] ("In advanced economies, about **half** of the decline in labor shares can be traced to the impact of technology. The decline was driven by a combination of rapid progress in information and telecommunication technology, and a high share of occupations that could be easily be automated" [emphasis in original]).

⁷⁵ See D Thompson, *supra* note 65.

⁷⁶ See Natasha Bach, "First Microsoft, Now Alphabet. Amazon Passes Another Giant to Become the Second Most Valuable U.S. Company", *Fortune* (21 March 2018), online: <fortune.com> [perma.cc/G232-6884]; "Number of Full-Time Alphabet Employees from 2007 to 2017" (2018), online: *Statista* <www.statista.com> [perma.cc/SDJ7-SA78].

⁷⁷ See Yuval Noah Harari, *Homo Deus: A Brief History of Tomorrow* (New York: Harper, 2017) at 323.

⁷⁸ *Ibid* at 314.

⁷⁹ See Elisabeth A Mason, "AI and Big Data Could Power a New War on Poverty", *The New York Times* (1 January 2018), online: <nyti.ms/2EtdUG> [perma.cc/5KEG-JP9Z]. But see Sathnam Sanghera, "I'll Put a Robot in Charge of My Car but I Wouldn't Want It to Drive My Career", *The Times* (12 October 2018), ProQuest (Doc No 2118214151) (noting that AI can be deliberately programmed to allow employers to exclude certain groups from recruiting campaigns); Noam Scheiber, "Facebook Accused of Allowing Bias Against Women in Job Ads", *The New York Times* (18 September 2018), online: <nyti.ms/2No6zhg> [perma.cc/NGF9-39JM].

⁸⁰ See Mason, *supra* note 79.

working, soon this traditional model may become obsolete, and the only way for humans to have relevant job skills will be to keep learning throughout their lives.⁸¹

As the next part will illustrate, taxes related to human labour form the bulk of US federal revenues. Among other issues, the potential demise of human work creates a revenue problem for government. Government should be thinking about solutions.

II. The US Tax System's Impact on Employment

A. *Where Revenues Come From*

Until 1940, the US government obtained its revenues primarily from tariffs and excise taxes.⁸² The US Constitution created a barrier to other taxes by imposing both a uniformity requirement and an apportionment requirement.⁸³ After the Supreme Court struck down a tax on rents from property in *Pollock v. Farmers' Loan & Trust Co.*⁸⁴ as unconstitutional, a movement began which eventually led to the adoption of the 16th Amendment, enabling Congress to enact income taxes without regard to the unmanageable apportionment requirement.⁸⁵ However, income taxes remained low and primarily affected the wealthiest Americans until World War II. Need for revenue to fund the war effort transformed the income tax from a "class tax" to a "mass tax".

Today, over half the revenues collected by the federal government come from the individual income tax and payroll taxes, as illustrated by the chart below.⁸⁶ If individuals do not earn income, they do not pay tax, leading to the concern expressed by Bill Gates: automation of labour will affect government revenues.

⁸¹ See Harari, *supra* note 77 at 331.

⁸² See Erica York & Madison Mauro, "The Composition of Federal Revenues Has Changed Over Time" (28 February 2019), online: *Tax Foundation* <taxfoundation.org> [perma.cc/44KG-V82P].

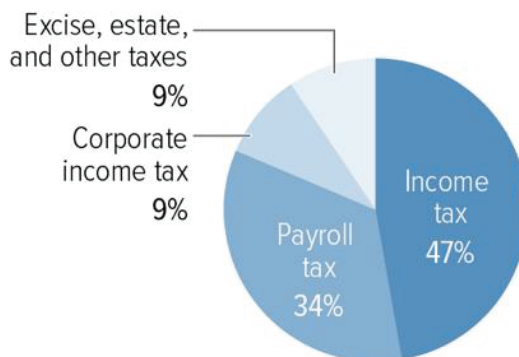
⁸³ See US Const art I, § 2, cl 3; US Const art I, § 9, cl 4; Erik M Jensen, "The Apportionment of 'Direct Taxes': Are Consumption Taxes Constitutional?" (1997) 97:8 Colum L Rev 2334 at 2339–41.

⁸⁴ See 157 US 429 (1895).

⁸⁵ See Calvin H Johnson, "Purging Out *Pollock*: The Constitutionality of Federal Wealth or Sales Taxes", *Tax Notes* (30 December 2002) 1723 at 1725 ("[a]pportionment of direct tax turned out to be a rule too silly to enforce").

⁸⁶ See "Policy Basics: Where Do Federal Revenues Come From?" (5 September 2017), online: *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/CPE8-S7JX].

Sources of Federal Tax Revenue, 2016



Note: "Other Taxes" category includes profits on assets held by the Federal Reserve. Figures do not total 100% due to rounding.

Of course, corporations and business owners that employ robots may make profits and pay taxes on those profits. However, as the next part describes, business profits and income derived from those profits, such as dividends and capital gains, bear a lower tax burden than earnings from human labour.

B. Why Tax Capital More Lightly Than Labour?

"Taxing capital income" refers to the taxation of returns from investment of money. The classic economics literature concluded that the most efficient rate for taxation of capital income is zero.⁸⁷ This is because "[i]n public economics the conventional wisdom has been that taxes on capital income generate high efficiency costs with few offsetting benefits."⁸⁸ Efficiency is one of the three oft-cited policy goals for the tax system, along with equity and simplicity.⁸⁹ Efficient taxation means that taxes can be

⁸⁷ See e.g. Bas Jacobs & Alexandra Rusu, "Why is the Long-Run Tax on Capital Income Zero? Explaining the Chamley-Judd Result" (2017) Tinbergen Institute Discussion Paper No 2017-011/VI, DOI: <10.2139/ssrn.2903830> ("[S]tandard optimal taxation principles underlie the zero tax on capital income." *Ibid* at 3).

⁸⁸ Roger H Gordon, "Capital Income Taxes" (2003), online: *National Bureau of Economic Research* <www.nber.org> [perma.cc/3WAY-HSK7].

⁸⁹ See e.g. US, Congressional Research Service, *Tax Reform in the 114th Congress: An Overview of Proposals* (R43060) (Washington, DC: Congressional Research Service, 2016) at 5–6.

collected without stimulating evasive behaviour or changing business decisions, known in economics terms as “minimizing distortions”.⁹⁰ Capital is “mobile”, that is, it can move off-shore and away from the taxing authority with relative ease—much more easily than a human can.⁹¹ Another argument for not taxing capital is that taxing capital discourages savings.⁹²

However, capital is taxed in the United States and many other countries, albeit at a lower rate than labour income. Economists James Banks and Peter Diamond argue that the conventional conclusion that capital should not be taxed arises from limitations in the models—the economic models do not take into account individuals’ tendency to smooth consumption over time and also the ability of some individuals to convert labour income into capital income.⁹³ They conclude that capital income should be taxed, although not necessarily at the same rate as labour income. Professor Edward Kleinbard supports the concept of a dual income tax, based on the Nordic model, which would retain a tax on capital income at a lower rate than labour income.⁹⁴ The Mirrlees Review of the United Kingdom tax system advised that “[i]ncome from all sources should be taxed according to the same [progressive] rate schedule.”⁹⁵ The Review also recommended taxing corporate income, but reducing the personal taxes paid on dividends to result in a tax rate on the combined income equal to the tax rates applied to income generally.⁹⁶ Economists generally view the taxes on corporations to be borne by capital.⁹⁷

Taxpayers who receive income from capital benefit in several ways from the US tax system. First, while income from labour is taxed currently as it is earned each year, income from capital appreciation may be de-

⁹⁰ See e.g. James Pethokoukis, “Why Capital Gains Tax Rates Should Be Lower Than Those on Labor Income” (20 November 2012), online: *American Enterprise Institute* <www.aei.org> [perma.cc/88PY-GKCP].

⁹¹ See George R Zodrow, “Capital Mobility and Capital Tax Competition” (2010) 63:4, Part 2 Nat’l Tax J 865 at 881.

⁹² See David Block & William McBride, “Why Capital Gains Are Taxed at a Lower Rate” (27 June 2012), online: *Tax Foundation* <taxfoundation.org> [perma.cc/CV8F-43DN].

⁹³ See James Banks & Peter Diamond, “The Base for Direct Taxation”, (Institute for Fiscal Studies, 3 April 2008), online (pdf): <www.ucl.ac.uk> [perma.cc/XGP4-WGSV] at 3, 27.

⁹⁴ See Edward D Kleinbard, “An American Dual Income Tax: Nordic Precedents” (2010) 5:1 *Northwestern JL & Soc Policy* 41 at 41–43.

⁹⁵ James Mirrlees et al, “The Mirrlees Review: Conclusions and Recommendations for Reform” (2011) 32:3 *Fiscal Studies* 331 at 335.

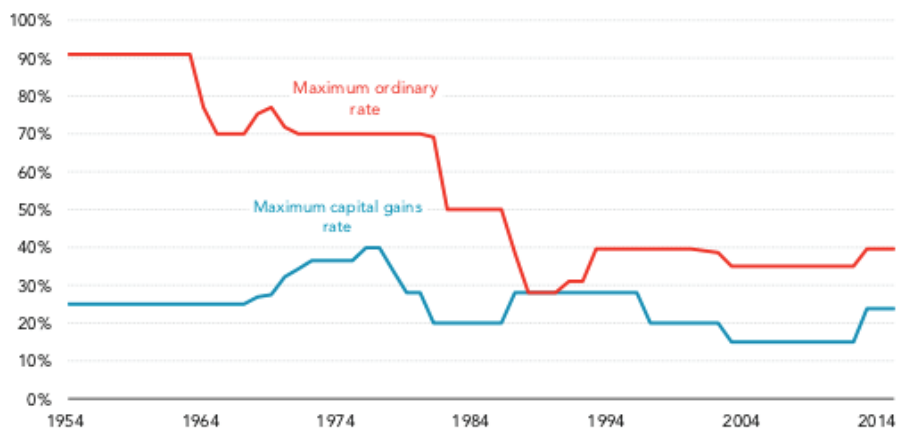
⁹⁶ See *ibid.*

⁹⁷ See Arnold C Harberger, “The Incidence of the Corporate Income Tax” (1962) 70:3 *J Political Economy* 215.

ferred until the asset is sold. This is known as the realization principle and constitutes a significant portion of the benefits enjoyed by capital income.⁹⁸ Furthermore, if the asset is held until the death of the owner, its increase in value may escape taxation entirely.⁹⁹ Second, when taxed, income from capital enjoys lower rates. In the US, capital gains have historically been taxed at a lower rate than “ordinary” income, as illustrated by the chart below.¹⁰⁰ Ordinary income refers to all income other than capital gains and dividends. Capital gains are defined as gain from the sale or exchange of a capital asset.¹⁰¹ Capital assets are a broad category, defined by excluding certain assets.¹⁰²

FIGURE 1

Maximum Capital Gains and Ordinary Tax Rate 1954–2015



⁹⁸ See 26 USC § 1222(9) (2017). The benefit of deferral comes from the time value of money—the longer recognition is deferred, the greater the benefit. See e.g. Jeffrey L Kwal 1, *The Federal Income Taxation of Corporations, Partnerships, Limited Liability Companies, and Their Owners*, 5th ed (St Paul MN: Foundation Press, 2016) at 494–95.

⁹⁹ See 26 USC § 1014 (2017). See also David Kamin, “Taxing Capital: Paths to a Fairer and Broader U.S. Tax System” (August 2016), online (pdf): *Washington Center for Equitable Growth* <cdn.equitablegrowth.org> [perma.cc/R2TZ-9Y2Z].

¹⁰⁰ See US, Congressional Research Service, *Capital Gains Taxes: An Overview* (96-769) (Washington, DC: Congressional Research Service, 2018) [CSR, *Capital Gains Taxes*]. Chart from Rob McClelland, “Capital Gains” (6 February 2017) online (pdf): *Tax Policy Center* <www.taxpolicycenter.org> [perma.cc/D7DH-UZ4D].

¹⁰¹ See 26 USC §§ 1221–22 (2017).

¹⁰² See 26 USC § 1221 (2017).

Business profits are generally taxed as ordinary income and do not directly benefit from lower capital gains rates. However, taxpayers who receive business profits benefit in several ways from the US tax system. First, dividends paid to corporate business owners are taxed at the capital gains rate.¹⁰³ Second, while the definition of capital asset excludes assets used in a trade or business, another provision frequently allows the lower capital gains rate to apply to the sale of such assets.¹⁰⁴ Finally, businesses enjoy many deductions not allowed to employees, and the list of deductions that employees cannot use has gotten longer after the 2017 tax legislation.¹⁰⁵

In the context of robot taxation, these elements of the tax system raise several issues. Are robots capital or labour? If robots are labour, then they should be classified and taxed as labour. However, another possibility is that the current taxation of capital is not optimal. High labour taxes have been blamed for unemployment in developed countries.¹⁰⁶ An analysis of “tax wedges” (which measure the burden of tax and social security contributions relative to labour cost) in OECD countries found that the larger the tax burden on labour, the higher the unemployment rate.¹⁰⁷ Changing the taxation of capital to make it more like the taxation of labour would also solve the robot tax problem in two ways. First, taxing capital at the higher rates faced by labour would increase revenue. Second, taxing capital at the same rate as labour would remove the tax induced preference for capital investment—which includes investment in robots.

This section has outlined how the tax preference for capital investments contributes to the loss of tax revenue from automation. The next part will explain how the recent changes to the US tax system, rather than solving the problems, have exacerbated it. The US tax system is now even less generous to human workers.

¹⁰³ See 26 USC § 1(h)(11) (2017).

¹⁰⁴ See 26 USC § 1231 (2017).

¹⁰⁵ See *TCJA*, *supra* note 7, § 11045(a) (eliminating the miscellaneous itemized deduction). Under 26 USC § 67(b) (2017), the term “miscellaneous itemized deductions” means the itemized deductions other than those contained in the list that follows in the statute. Under 26 USC § 62(a) (2017), trade or business deductions are allowed in determining adjusted gross income, unless the trade or business consists of services performed by the taxpayer as an employee. Therefore, under 26 USC § 67(g) (2017) (added by the *TCJA*), employees are not allowed to take trade or business deductions until 2026.

¹⁰⁶ See Claudia Florina Radu et al, “Study of the Tax Wedge in EU and Other OECD Countries, Using Cluster Analysis” (2018) 238 *Procedia* 687 at 689.

¹⁰⁷ See *ibid.*

C. *Recent Changes in the US Tax System*

The 2017 tax legislation resulted in the most significant changes to the US tax system in thirty years.¹⁰⁸ While opinions about the tax bill varied along predictable political lines, the legislation clearly took a “business-centric” approach.¹⁰⁹ The following discussion will explain how capital (which includes investments in robots) wins and labour loses under the legislative changes in the *TCJA*.

1. Capital Wins

The corporate income tax rate cut, from 35 per cent to 21 per cent, is a win for capital.¹¹⁰ In 2017, before the legislative change, over 90 per cent of the benefit of lower tax rates on capital gains and dividends accrued to the top 20 per cent of the income distribution, with 73 per cent of that benefit going to the top 1 per cent.¹¹¹ Before the new legislation, the top combined tax rate on corporate income and dividends was 50.47 per cent.¹¹² After the corporate rate cut, the top combined tax rate on corporate income and dividends is 39.8 per cent.¹¹³ Viewed in a different way, if a corporation earned one hundred dollars, paid taxes and distributed the remainder to shareholders, before the tax legislation, the shareholders would get a little less than fifty dollars. After the tax legislation, the shareholders would get more than sixty dollars. Thus, people with capital to invest will benefit from the corporate income tax rate cut.

a. *Who Benefits from the Corporate Rate Cut?*

Although the corporate tax is levied on corporations (known in economic terms as incidence), corporations are fictional entities and will shift

¹⁰⁸ See Jim Tankersley & Alan Rappeport, “How Republicans Rallied Together to Deliver a Tax Plan”, *The New York Times* (19 December 2017), online: <www.nytimes.com/perma.cc/2VMW-LLDD>.

¹⁰⁹ See Binyamin Applebaum & Ana Swanson, “Republican Economic Policies Put Business First”, *The New York Times* (20 December 2017), online: <www.nytimes.com/perma.cc/964V-JBZU>.

¹¹⁰ See 26 USC § 11 (2017), as amended by *TCJA*, *supra* note 7, § 13001(a).

¹¹¹ See CSR, *Capital Gains Taxes*, *supra* note 100 at 6.

¹¹² Corporate tax rate 35 per cent times dividend amount subtracted from dividend, multiplied by 23.8 per cent (20 per cent top capital gains rate under § 1(h) plus 3.8 per cent additional tax under § 1411). Assume a \$100 dividend. $\$100 - (\$100 \times 35\%) = \$65 - (\$65 \times 23.8\%) = \$50.47$. $\$50.47/\$100 = 50.47\%$.

¹¹³ Corporate tax rate 21 per cent times dividend amount subtracted from dividend, multiplied by 23.8 per cent (20 per cent top capital gains rate under § 1(h) plus 3.8 per cent additional tax under § 1411). Assume a \$100 dividend. $\$100 - (\$100 \times 21\%) = \$79 - (\$79 \times 23.8\%) = \$39.80$. $\$39.80/\$100 = 39.8\%$.

that burden on to someone else. The burden of the corporate tax must be borne by people, and there are limited choices. Stockholders or employees are the top candidates, with customers or suppliers also potentially affected. When extolling the virtues of the corporate tax cut, advocates argue that employees bear the burden of the corporate tax and predict that lifting that burden will result in more employment and higher wages.¹¹⁴ After the enactment of the corporate tax rate cuts, some corporations have increased wages and others have paid bonuses to employees,¹¹⁵ although it is not clear whether these actions are due to the corporate tax cut or the low unemployment rate.

However, a majority of economists believe that most of the burden of the corporate tax falls on shareholders, and therefore shareholders reap most of the benefit from corporate rate cuts.¹¹⁶ One report predicts that corporations will return \$1.2 trillion to shareholders via stock buybacks and dividends.¹¹⁷ When corporations purchase their own stock, the shareholders who have their stock purchased get cash, and the other shareholders get an increased ownership interest in the company. Again, capital wins.¹¹⁸ Even former Republican presidential hopeful Senator Marco Rubio doubts that the corporate tax cuts will help American workers.¹¹⁹

¹¹⁴ See US, White House Council of Economic Advisers, *The Growth Effects of Corporate Tax Reform and Implications for Wages* (Washington, DC: White House, 2017) at 17–25.

¹¹⁵ See e.g. Lynnley Browning, “AT&T, Walmart Bolster Their Tax Savings in Paying Worker Bonuses”, *Bloomberg News* (9 February 2018), online: <www.bloomberg.com/perma.cc/22UZ-PSRC>.

¹¹⁶ See Kimberly A Clausing, “In Search of Corporate Tax Incidence” (2012) 65:3 *Tax L Rev* 433 (refuting studies finding that corporate tax affects wages); Jennifer Gravelle, “Corporate Tax Incidence: Review of General Equilibrium Estimates and Analysis” (2013) 66:1 *Nat'l Tax J* 185.

¹¹⁷ See Emily Stewart, “Corporate Stock Buybacks are Booming, Thanks to the Republican Tax Cuts”, *Vox* (22 March 2018), online: <www.vox.com/perma.cc/8XW8-PYVY>. See also Matt Phillips, “Trump’s Tax Cuts in Hand, Companies Spend More on Themselves Than on Wages”, *The New York Times* (26 February 2018), online: <www.nytimes.com/perma.cc/ZG38-D3UW>.

¹¹⁸ See Chye-Ching Huang & Brandon DeBot, “Corporate Tax Cuts Skew to Shareholders and CEOs, Not Workers as Administration Claims” (16 August 2017), online (pdf): *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org/perma.cc/3Q9W-6WB6>: “Congress’s official non-partisan scorekeepers—the Congressional Budget Office (CBO) and Joint Committee on Taxation (JCT)—as well as Treasury’s Office of Tax Analysis all assess the empirical research as showing that only about a quarter or less of corporate taxes fall on workers, meaning that they would receive a quarter or less of the benefit of corporate tax cuts.” (*ibid* at 1).

¹¹⁹ See “Marco Rubio Offers His Trump-Crazed Party a Glimpse of Hope”, *The Economist* (26 April 2018), online: <www.economist.com/perma.cc/QUU7-87QR>.

b. Accelerated Benefits from Capital Investment

The *TCJA* also increases the ability of businesses to expense the cost of capital equipment, in contradiction of the matching principle. The matching principle in accounting holds that deductions should be “matched” with the income generated by the expense. The Internal Revenue Code (IRC) disallows deductions for “capital expenditures”.¹²⁰ Instead, capital expenditures may be depreciated and deductions taken over the life of the asset.¹²¹ The life of a class of assets is either defined in the IRC, in Treasury regulations, or by the Internal Revenue Service (IRS), and is technically known as the “recovery period”. However, as a general rule, the IRC allows accelerated depreciation deductions, with the so-called double-declining balance method being the default method for most assets. The *TCJA* provides for 100 per cent bonus depreciation for qualified property acquired through 2023. Qualified property is defined as tangible personal property with a recovery period of less than twenty years. Robotic equipment generally has a recovery period of five years, and would qualify for the 100 per cent bonus depreciation, which in effect allows for a full deduction of the cost of the robot. Contrast this tax benefit with the cost to a business of a human worker. The wages of the human worker may be deducted each year by the business, but the robot will last for (at least) five years. Assume that the human worker receives \$50,000 in wages each year and the robot costs \$250,000. The business will save \$8,085 in taxes by deducting the \$250,000 in year one in comparison to the deduction of \$50,000 human worker wages each year for five years.¹²² If the robot can replace several human workers, that provides additional savings for the business.

The foregoing discussion illustrates that capital investment benefits from the tax law changes in the *TCJA*. Not only does capital win, but labour loses, as will be shown by the following discussion.

2. Labour Loses

a. The “Pass-Through” Deduction

The *TCJA* not only reduced the corporate tax rate, but also provided a new tax benefit for businesses that do not operate in corporate form. The

¹²⁰ See 26 USC § 263 (2017).

¹²¹ See 26 USC §§ 167–68 (2017).

¹²² Assuming a rate of return of 5 per cent compounded each year, the present value of the human worker reduction in taxable income is \$211,500, multiplied by the corporate tax rate of 21%, results in a tax benefit of \$44,415. The robot will reduce taxable income by \$250,000 in the first year, for a tax benefit of \$52,500.

“pass-through” deduction allows individual business owners to exclude 20 per cent of qualified business income from their taxable income.¹²³ The details of this provision are complex and beyond the scope of this article, but the pertinent fact is that employees cannot benefit from this deduction.¹²⁴ Moreover, business owners whose business provides personal services like accounting or legal services have very limited benefits from this deduction. However, the amount of the deduction may be calculated in part by the wages paid by the business owner, so that may encourage hiring human employees. Economist Patrick Driessen suggests that the pass-through deduction could be refined to encourage employment. Currently codified at section 199A, he suggests adding section 199L (“L” for “labour”), structured as a wage credit.¹²⁵ Driessen critiques the pass-through deduction, calling it “a narrow labor and arguably unneeded capital subsidy.”¹²⁶ The other way of calculating the deduction is by the cost of business assets, which would include robots.

b. Moving Expense Deduction

One might argue that workers who lost jobs due to automation could simply find the new jobs created by technology. However, the new jobs created by technology are not in the places that are losing jobs.¹²⁷ Economist Enrico Moretti explored this issue in his book *The New Geography of Jobs*, noting that inequality in America is not only between the privileged and educated and underprivileged and uneducated, but is also impacted by geography.¹²⁸ Moretti states:

Technological change and globalization result in more employment opportunities for a low-skilled worker in a high-tech hub but fewer opportunities for a similar worker in a hollowed-out manufacturing town. What divides America today is not just socioeconomic status but also geography.¹²⁹

¹²³ See 26 USC § 199A (2017).

¹²⁴ See Donald B Susswein, “Understanding the New Passthrough Rules”, *Tax Notes* (22 January 2018).

¹²⁵ See Patrick Driessen, “Congress’s Passthrough Parity Story: Big Hat, Stray Cattle”, *Tax Notes Federal* (26 August 2019) 1419 at 1426.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ See Claire Cain Miller, “Evidence That Robots Are Winning the Race for American Jobs” (28 March 2017), online: *The New York Times* <www.nytimes.com> [perma.cc/JL5T-P2BX], citing Daron Acemoglu & Pascual Restrepo, “Robots and Jobs: Evidence from US Labor Markets” (2017) National Bureau of Economic Research Working Paper No 23285.

¹²⁸ See Moretti, *supra* note 44 at 107.

¹²⁹ *Ibid* at 106–107.

Unfortunately, the *TCJA* made moving more difficult for workers. Congress paid for the corporate tax cuts and other business tax benefits by reducing individual income tax deductions. Before 2018, the moving expense deduction allowed workers who moved more than fifty miles to a new job to deduct moving costs “above the line”.¹³⁰ The moving expense deduction was repealed in the *TCJA*. The repeal of the moving expense deduction was estimated to raise \$7.6 billion over ten years, not much in the context of tax legislation that would reduce overall tax revenues by an estimated \$1.5 trillion.¹³¹ But the loss of the moving expense deduction could be a significant barrier for a human worker who might otherwise find employment in a new city. The average cost of moving within the United States in 2014 was over \$12,000.¹³² The high cost of moving perhaps explains why Americans with low educational attainment move less often than college graduates, and the loss of the moving expense deduction will certainly not improve that trend.¹³³ There is some evidence for another factor: one study found that “for less educated workers, opportunities do not vary much across different local markets, whereas for college-educated workers, different markets offer different opportunities.”¹³⁴ This study concluded that this “spatial dispersion” of labour income accounts for most of the educational differences in mobility.¹³⁵ The interaction between wages, mobility, and education highlights another change to tax benefits—those for education.

c. *Education Expenses*

Education is the main driver of wage inequality, and the “college premium”—which refers to the wage gap between those with high school and college educations—has more than doubled since 1980.¹³⁶ In 1979, holders of bachelor’s degrees could expect to earn 134 per cent of the wages received by those with only a high school education, and holders of graduate degrees could expect to earn 154 per cent. By 2016, these wage premiums

¹³⁰ See 26 USC § 217 (2017).

¹³¹ See US, Joint Committee on Taxation, *Estimated Budget Effects of the Conference Agreement for H.R. 1, the “Tax Cuts and Jobs Act”*, JCX-67-17 (18 December 2017) at 2, 8.

¹³² See Geoff Williams, “The Hidden Costs of Moving”, *US News & World Report* (30 April 2014), online: <money.usnews.com> [perma.cc/3HBA-MPKH], citing Worldwide ERC, an association for professionals who work with employee transfers.

¹³³ See Moretti, *supra* note 44 at 156–57.

¹³⁴ Damba Lkhagvasuren, “Education, Mobility and the College Wage Premium” (2014) 67 *European Economic Rev* 159 at 160.

¹³⁵ See *ibid* at 171.

¹³⁶ See Moretti, *supra* note 44 at 222–23.

had significantly increased—to 168 per cent for a bachelor’s degree and to 213 per cent for a graduate degree.¹³⁷

If a human worker’s job is replaced by a robot, the human worker could return to school to seek retraining. Even better, the human worker could anticipate the job loss and return to school before losing the job. Under certain circumstances, the cost of education is deductible. IRC section 162 allows a deduction for ordinary and necessary expenses paid or incurred in carrying on a trade or business.¹³⁸ Treasury regulation section 1.162-5 explains which education expenses may be eligible for the deduction.¹³⁹ The education expense must be for improving skills in the taxpayer’s current employment or trade or business. However, if the education leads to a new trade or business, the cost is not deductible. This rule is consistent with the underlying policy and language of section 162—the expenses must be incurred in “carrying on” a trade or business. The cost of developing a new business is considered a non-deductible capital expenditure.¹⁴⁰

As noted above, a current employee might want to enhance her skills in her current occupation so that she could be more marketable in the face of potential automation. However, her employer might not want to reimburse her for the cost of training. Unreimbursed employee business expenses are miscellaneous itemized deductions.¹⁴¹ Before 2018, miscellaneous itemized deductions were limited—a taxpayer could only deduct the amount that exceeded 2 per cent of the taxpayer’s adjusted gross income.¹⁴² However, after 2018, those expenses are simply not deductible at all.¹⁴³

The IRC provides tax credits for certain costs of obtaining higher education. These credits have not been repealed by the *TCJA*. The American Opportunity Tax Credit (AOTC) provides an offset from tax liability of \$2,500 per eligible student, which includes the spouse or dependents of

¹³⁷ See Jay Shambaugh et al, “Thirteen Facts About Wage Growth” (September 2017), online (pdf): *The Hamilton Project* <www.hamiltonproject.org> [perma.cc/VM4F-44HR] at 3.

¹³⁸ See 26 USC § 162.

¹³⁹ See 26 CFR § 1.162-5.

¹⁴⁰ *Contra* 26 USC § 195 (2017) (provides a limited deduction for expenses related to starting a business).

¹⁴¹ See *ibid* at §§ 62, 67(a) (2017).

¹⁴² See 26 USC § 67(a) (2016) (as in effect before the *TCJA*).

¹⁴³ See *TCJA*, *supra* note 7 at § 11045 (suspending miscellaneous itemized deductions for taxable years 2018–2025).

the taxpayer.¹⁴⁴ Up to \$1,000 of the credit is refundable. It is only available for the first four years of higher education per student, and eligibility ends when the student completes the first four years of postsecondary education before the end of the tax year. Eligible students must be enrolled at least half-time for at least one academic period and must be pursuing a program leading to a degree or other recognized credential. Unlike the business deduction described in the previous paragraph, due to the half-time enrollment requirement, the AOTC doesn't help students who work full-time and take a class at night to develop their skills or finish a degree. Almost 9.7 million taxpayers claimed the credit in the most recent year for which IRS tax data is available, and the total savings exceeded \$22 billion. The average savings per family for claiming the credit was of \$2,277.¹⁴⁵

The other education tax credit is the Lifetime Learning tax credit, which provides an offset from tax liability of 20 per cent of up to \$10,000 in qualified education expenses paid for all eligible students included on the taxpayer's tax return, for a maximum credit of \$2,000.¹⁴⁶ There is no limit on the number of years the lifetime learning credit can be claimed, and the student does not have to enroll in a minimum number of hours to claim the credit. The Lifetime Learning tax credit contains no refundable element, so taxpayers must have tax liability to benefit from this credit.

To be clear, research has not shown that the education tax credits increase college attendance, for various reasons mostly related to the design of the credits.¹⁴⁷ Tax credits reduce tax liability, and therefore taxpayers do not see the benefits until filing their tax returns months after paying tuition. Thus, the tax credits do not remove barriers to liquidity in education financing. However, the tax credits do reduce the cost of attending college for those who can benefit from them and arguably provide greater benefits to society than their cost. As noted in a Treasury Department analysis of education tax credits, “[p]ositive spillovers from education include increased economic growth that benefits less educated workers,

¹⁴⁴ See 26 USC § 25A (2017).

¹⁴⁵ See Dan Caplinger, “This College Tax Credit Saved the Typical American Family \$2,277” (25 February 2018), online: *The Motley Fool* <www.fool.com> [perma.cc/HP55-4HQT].

¹⁴⁶ See 26 USC § 25A (2017).

¹⁴⁷ See e.g. George B Bulman & Caroline M Hoxby, “The Returns to the Federal Tax Credits for Higher Education” (2015) 29:1 *Tax Policy & Economy* 13 at 76.

lower crime rates, greater civic participation, better political decisions as a result of a literate electorate, and higher rates of volunteerism.”¹⁴⁸

The conclusion of the foregoing discussion is that capital wins and labour loses from the recent changes to the US tax system. Cuts to the corporate tax rate and tax benefits for investment under the *TCJA* make capital the winner. The *TCJA*'s temporary repeal of deductions that could be used by workers make labour the loser. The next section will further explore the ethical underpinnings of the tax system, and their relationship to labour well-being.

D. Philosophical Basis for Taxation

The rhetoric of economics dominates tax policy discussions, and a key economic theory, optimal tax theory, is based on utilitarianism.¹⁴⁹ In her excellent article, Jennifer Bird-Pollan explained the economic philosophy of the originator of “modern” utilitarianism, Jeremy Bentham.¹⁵⁰ Bentham’s theory was based on the idea of evaluating policy by measuring it in terms of human happiness. Bentham was a consequentialist thinker, reasoning that as actions have consequences in the real world, ethical analysis must begin with real world facts.¹⁵¹ Under Bentham’s utilitarian theory, “an action is deemed ethical if it promotes pleasure and diminishes pain.”¹⁵² David Weisbach explicitly linked utilitarian theory to happiness studies.¹⁵³ Weisbach assumes that measuring the impact of taxation on human happiness is a valid consideration.¹⁵⁴

¹⁴⁸ Nicholas Turner, “Tax Expenditures for Education” (2016) Treasury Office of Tax Analysis Working Paper 113, online (pdf): <www.treasury.gov> [perma.cc/R9JF-A824] at 3.

¹⁴⁹ See Joel Slemrod & Jon M Bakija, “Growing Inequality and Decreased Tax Progressivity” in Kevin A Hassett & R Glenn Hubbard, eds, *Inequality and Tax Policy* (Washington: AEI Press, 2001) (“[T]he government must choose an income tax schedule to raise a given amount of total revenue, with the goal of maximizing a utilitarian social welfare function,” citing James A Mirrlees, “An Exploration in the Theory of Optimum Income Taxation” (1971) 38:114 *Rev Economic Studies* 175 at 193).

¹⁵⁰ See Jennifer Bird-Pollan, “Utilitarianism and Wealth Transfer Taxation” (2016) 69:3 *Ark L Rev* 695 at 708–13.

¹⁵¹ See *ibid* at 710.

¹⁵² *Ibid* at 711.

¹⁵³ See David A Weisbach, “What Does Happiness Research Tell Us About Taxation?” (2008) 37:2 *J Leg Stud* S293 at S294. See also Griffith, *supra* note 9 at 1365–66 (making the same assumption as Weisbach).

¹⁵⁴ See Weisbach, *supra* note 153 at S294–95.

Psychology researchers are less squeamish about measuring human happiness than economists.¹⁵⁵ In a large-scale survey in Great Britain, researchers found that the unemployed are unhappy and that “being unemployed is worse, in terms of lost ‘utility’ units, than divorce or marital separation.”¹⁵⁶ If the tax system encourages automation and discourages human workers, leading to unemployment, then the tax system is a cause of unhappiness and therefore fails to produce utility.

There is another link between the tax system and this problem of unemployment and unhappiness. One of the researchers from the British survey cited above, Andrew Oswald, found a strong correlation between home ownership and unemployment.¹⁵⁷ Because home owners are less likely to move to find a new job, home owners who lose their jobs may have limited success in finding new employment, and if they do they are more often subject to the stress of a long commute.¹⁵⁸ The tax system has long encouraged homeownership, which could be viewed as counterproductive. In an earlier article, I concluded that, in light of Professor Oswald’s research, it is fair to say that home ownership may make one poor and unhappy.¹⁵⁹ The *TCJA* retained modified benefits for home ownership, reducing the home mortgage interest deduction to a principal amount of \$750,000, down from \$1 million, and eliminating the home equity loan interest deduction. However, coupled with the *TCJA*’s significant increase in the standard deduction, only relatively high-income taxpayers will benefit from the mortgage interest deduction in the future.¹⁶⁰ Those high-income taxpayers are less likely to experience job loss from automation.¹⁶¹

Job loss is not just an economic issue, however. Jobs provide not only income, but also social interaction and identity, all of which are critical for a happy life. The next section focuses on why jobs are important for humans.

¹⁵⁵ See Clark & Oswald, *supra* note 12.

¹⁵⁶ See *ibid* at 658.

¹⁵⁷ See generally Andrew J Oswald, “Theory of Homes and Jobs” (1997), [unpublished, archived by author], online (pdf): <www.andrewoswald.com> [perma.cc/H7FQ-YN8N].

¹⁵⁸ See *ibid* at 16–17.

¹⁵⁹ See Roberta F Mann, “The (Not So) Little House on the Prairie: The Hidden Costs of the Home Mortgage Interest Deduction” (2000) 32:4 *Ariz St LJ* 1347 at 1390.

¹⁶⁰ See Jordan Weissmann, “Republicans Gutted the Mortgage Interest Deduction. Democrats Should Finish It Off.”, *Slate* (27 April 2018), online: <slate.com> [perma.cc/JPJ2-SJ78].

¹⁶¹ See Arntz, Gregory & Zierahn, *supra* note 60. This statement reflects the author’s assumption that low skilled workers are likely to be low income.

III. Psychology of Jobs

[W]ork keeps at bay three great evils: boredom, vice and need.¹⁶²

Unemployment has significant mental health consequences. In particular, involuntary unemployment, such as layoffs caused by automation, leads to feelings of helplessness and loss of control.¹⁶³ If unemployed workers do not have access to retraining or job placement services, they are likely to become long-term unemployed. Long-term unemployment has consequences not only for those workers affected but also for society at large.¹⁶⁴ The psychological scars from unemployment can persist even after employment is regained.¹⁶⁵ One study found that job loss resulted in “50 to 100 percent increase in death rates the year following the [job loss] and 10 to 15 per cent increases in death rates for the next twenty years.”¹⁶⁶ Children of unemployed workers face increased family stress, lower family incomes, and poorer educational and work outcomes themselves.¹⁶⁷ Neighborhoods with a high population of unemployed workers tend to have higher crime rates.¹⁶⁸

Several studies find a link between regional unemployment and drug use, some specifically referencing the opioid epidemic.¹⁶⁹ Hollingsworth et al. studied mortality data from the Center for Disease Control and correlated the rise in deaths from overdoses with county level unemployment rates, finding a significant impact.¹⁷⁰ Researchers from the St. Louis Fed-

¹⁶² Voltaire, *Candide* (New York: Modern Library, 1930) at 147–48.

¹⁶³ See Arthur H Goldsmith, Jonathan R Veum & William Darity Jr, “The Psychological Impact of Unemployment and Joblessness” (1996) 25:3 *J Socio-Economics* 333 at 337.

¹⁶⁴ See Austin Nichols, Josh Mitchell & Stephan Lindner, “Consequences of Long-Term Unemployment” (July 2013) at 11–12, online (pdf): *Urban Institute* <www.urban.org> [perma.cc/H4F5-95M9].

¹⁶⁵ See Goldsmith, Veum & Darity, *supra* note 163 at 350.

¹⁶⁶ See Nichols, Mitchell & Lindner, *supra* note 164 at 9.

¹⁶⁷ See *ibid* at 11.

¹⁶⁸ See Steven Raphael & Rudolf Winter-Ebmer, “Identifying the Effect of Unemployment on Crime” (2001) 44:1 *JL & Econ* 259 at 281.

¹⁶⁹ See Alex Hollingsworth, Christopher J Ruhm, & Kosali Simon, “Macroeconomic Conditions and Opioid Abuse” (2017) National Bureau of Economic Research Working Paper No 23192, online (pdf): <www.nber.org> [perma.cc/KCA5-AB6R]; Alejandro Badel & Brian Greaney, “Exploring the Link Between Drug Use and Job Status in the U.S.” (July 2013), online (pdf): *The Regional Economist* <www.stlouisfed.org> [perma.cc/KZ52-RKGE]; Anne Case & Angus Deaton, “Mortality and Morbidity in the 21st Century” (2017) Brookings Papers on Economic Activity, online (pdf): <www.brookings.edu> [perma.cc/2AWR-TAX9].

¹⁷⁰ See Hollingsworth, Ruhm & Simon, *supra* note 169 at 18.

eral Reserve note the National Survey on Drug Use and Health's findings that between 2005 and 2011, 18 per cent of unemployed persons used illegal drugs, as opposed to only eight per cent of full-time workers.¹⁷¹ Although the time period examined did include the Great Recession of 2008 to 2009, the researchers found that the result was stable. Anne Case and Angus Deaton found that “deaths of despair”, defined as drug poisoning, alcoholism, and suicide, caused the overall drop in life expectancy in the US. The impact is regional and also related to educational attainment. College educated Americans showed an increase in life expectancy, while those without a college degree showed a decrease in life expectancy. An earlier study by Case and Deaton specifically found that drug overdoses were a significant cause of increased mortality among middle-aged white men.¹⁷² So-called “prime-age” men, between the ages of 24 and 54, constitute an increasing percentage of labor market dropouts.¹⁷³

Of course, these arguments are relevant only if automation has the potential to cause joblessness. At least one study finds empirical support for that premise.¹⁷⁴ However, whether this is true or not, Americans surveyed express significant anxiety about the impact of automation on employment.¹⁷⁵ A Pew Research Center report found that over 70 per cent of Americans (1) express worry about a future in which robots and computers are capable of doing many jobs that are currently done by humans; (2) expect that economic inequality will become much worse if robots and computers are able to perform many of the jobs that are currently done by humans; and (3) anticipate that the economy will not create many new, better-paying jobs for humans if this scenario becomes a reality.¹⁷⁶ Most responding to the survey expect that people will have a hard time finding things to do with their lives if forced to compete with advanced robots and computers for jobs, and an even greater number (85 per cent) are in favor of limiting the use of machines to tasks that are dangerous or unhealthy for humans. The survey also asked about solutions to the robot jobs problem. Sixty per cent support a government funded guaranteed income pro-

¹⁷¹ See Badel & Greaney, *supra* note 169 at 1.

¹⁷² See Anne Case & Angus Deaton, “Rising Mortality and Morbidity in Midlife Among White Non-Hispanic Americans in the 21st Century” (2015) 112:49 PNAS 15078.

¹⁷³ See Jason Furman, “The American Working Man Still Isn’t Working”, *Foreign Affairs* (19 September 2019), online: <www.foreignaffairs.com> [perma.cc/3YTQ-D8SE].

¹⁷⁴ See Daron Acemoglu & Pascual Restrepo, “Robots and Jobs: Evidence from US Labor Markets” (2017) National Bureau of Economic Research Working Paper 23285, online (PDF): <www.nber.org> [perma.cc/N6UQ-FAE7] (estimating “large and robust negative effects of robots on employment and wages across commuting zones” *ibid* at 36).

¹⁷⁵ See Aaron Smith & Monica Anderson, “Automation in Everyday Life” (4 October 2017), online (pdf): *Pew Research Center* <assets.pewresearch.org> [perma.cc/448P-JJAX].

¹⁷⁶ See *ibid* at 3 (the respective figures are 72, 76, and 75 per cents).

gram and almost as many (58 per cent) would support “a national service program that would pay humans to perform jobs even if machines could do them faster or cheaper.”¹⁷⁷

These responses reflect a recognition that jobs are more than just a means of providing income, although income is critically important. As Rebecca Rosen wrote in *The Atlantic*, “the loss of a job is not merely the loss of a paycheck but the loss of a routine, security, and connection to other people.”¹⁷⁸ Of course, not all jobs are created equal. Researchers have developed a framework, called the Psychology of Working Theory (PWT), that defines what makes a “decent” job.¹⁷⁹ Elements of PWT include:

- Work is an essential aspect of life and an essential component of mental health.
- ...
- Work includes efforts within the marketplace as well as caregiving work, which is often not sanctioned socially and economically.
- Working has the potential to fulfill three fundamental human needs—the need for survival and power; the need for social connection; and the need for self-determination.¹⁸⁰

In the United States, a significant proportion of the new jobs that have been developed since the Great Recession qualify as “precarious work”: insecure, often-part-time, and time-limited.¹⁸¹ These jobs are low-wage positions that are often limited to a circumscribed time period and do not offer benefits. Precarious work is not decent work. The researchers define decent work as containing the following elements:

- Working conditions free from physical, mental, or emotional abuse;
- Working hours that allow for free time and adequate rest;
- Organizational values that complement family and social values;
- Adequate compensation; and

¹⁷⁷ Smith & Anderson, *supra* note 175.

¹⁷⁸ Rebecca A Rosen, “The Mental Health Consequences of Unemployment” (9 June 2014) *The Atlantic*, online: <www.theatlantic.com> [perma.cc/E5M2-BNJ5].

¹⁷⁹ See Ryan D Duffy et al, “The Psychology of Working Theory” (2016) 63:2 *J Counseling Psychology* 127 at 128.

¹⁸⁰ *Ibid* at 128.

¹⁸¹ See *ibid* at 130.

- Access to adequate health care.¹⁸²

The researchers found that “working is essential to human health and well-being.”¹⁸³ In particular, decent work will satisfy survival needs, social connection needs, and self-determination needs. While survival needs and social connection needs are relatively self-explanatory, the researchers define self-determination as “the experience of being engaged in activities that are intrinsically or extrinsically motivating in a meaningful and self-regulated fashion.”¹⁸⁴ These elements are important to keep in mind when designing policies to help workers navigate the increasingly automated future. The next section will explore potential solutions to robot-related unemployment.

IV. Potential Solutions

A. *Universal Basic Income*

A 2016 article in the *New York Times* directly tied the idea of providing a basic income to workers displaced by robots.¹⁸⁵ Tesla’s Elon Musk believes that providing a UBI will become essential, because “there will be fewer and fewer jobs that a robot cannot do better.”¹⁸⁶ Facebook’s Mark Zuckerberg believes that a UBI could spur innovation.¹⁸⁷ Virgin’s Richard Branson said, “I think with artificial intelligence coming along, there needs to be a basic income.”¹⁸⁸

The history of UBI goes back to the sixteenth century.¹⁸⁹ From Sir Thomas More (counselor to King Henry VIII of England) to Richard Nix-

¹⁸² See *ibid* at 130.

¹⁸³ *Ibid* at 138.

¹⁸⁴ *Ibid* at 139.

¹⁸⁵ See Farhad Manjoo, “A Plan in Case Robots Take the Jobs: Give Everyone a Paycheck”, *The New York Times* (2 March 2016), online: <nyti.ms/1OP6APE> [perma.cc/CF9W-5QC4].

¹⁸⁶ See Chris Weller, “Elon Musk Doubles Down on Universal Basic Income: ‘It’s Going to Be Necessary’” (13 February 2017), online: *Business Insider* <www.businessinsider.com> [perma.cc/UV2X-WXDB].

¹⁸⁷ See Mark Zuckerberg, Address (delivered at Harvard University’s 366th Commencement, 25 May 2017), online: *The Harvard Gazette* <news.harvard.edu> [perma.cc/4LJD-ZSY4] (“We should explore ideas like universal basic income to give everyone a cushion to try new things”).

¹⁸⁸ See David Gelles, “Richard and Holly Branson: A Father-Daughter Conversation”, *The New York Times* (29 June 2018), online: <www.nytimes.com> [perma.cc/XBR8-MDHJ].

¹⁸⁹ See Matthew Heimer, “A Brief History of Free Money” *Fortune* (29 June 2017), online: <fortune.com> [perma.cc/W5HN-CQG7].

on and beyond, thinkers and policymakers have considered the idea.¹⁹⁰ In *The Stakeholder Society*, Anne Alstott and Robert Ackerman proposed granting every young adult in the US a lump sum of \$80,000 to provide equality of opportunity.¹⁹¹ The recipients could use the money for education or to start a business, and there would be no strings.¹⁹² While UBI generally means periodic payments rather than lump sums, the idea of no strings attached remains a key element.¹⁹³

Programs like UBI have been discussed by scholars of various political stripes¹⁹⁴ and tried in many places around the world.¹⁹⁵ Programs in Manitoba, Namibia, and India were found to have increased education, reduced medical problems, and increased economic activity, as well as reducing poverty.¹⁹⁶ Long-term studies of UBI programs are planned. The MIT Sloan School of Management plans a long-term study of the Kenya UBI program.¹⁹⁷ In addition to helping alleviate poverty, a main goal of the study is to provide solid information to policymakers.¹⁹⁸ The researchers hope the study answers questions such as: how will having a guaranteed income affect wealth, security, employment levels, efforts to find work, childcare health outcomes, and women's empowerment? How will people use their time? Will more people pursue educational opportunities? Will there be any mental health benefits? Researchers at the Roosevelt Institute modeled three versions of unconditional cash transfers that could possibly be implemented in the US: "\$1,000 a month to all adults,

¹⁹⁰ See *ibid.*

¹⁹¹ See Bruce Ackerman & Anne Alstott, *The Stakeholder Society* (New Haven: Yale University Press, 1999) at 3.

¹⁹² See *ibid.* at 41.

¹⁹³ See Kate McFarland, "Current Basic Income Experiments (and Those So-Called): An Overview" (23 May 2017), online: *Basic Income Earth Network* <basicincome.org> [perma.cc/GL3U-V5E8].

¹⁹⁴ See e.g. Ari D Glogower & Clint Wallace, "Shades of Basic Income" (Paper delivered at 70th Annual Conference on Labor, New York University, 8–9 June 2017) [unpublished, archived at SSRN] at 2, DOI: <10.2139/ssrn.3122146>; Miranda Perry Fleischer & Daniel Hemel, "Atlas Nods: The Libertarian Case for a Basic Income" [2017] 6 *Wis L Rev* 1189.

¹⁹⁵ Since 1975, pilot programs have been implemented in Canada (Manitoba 1975–1980; Ontario, 2017–present), Namibia (2008–2009), India (2011–2013), the United States (Alaska, 1982–present; California, 2016–2017), Brazil (2008–present), Finland (2017–2018), the Netherlands (2017–present), Italy (2016–present), Uganda (2017–present), and Kenya (2016–present). See Futurism, "Universal Basic Income Pilot Programs" (last visited 17 March 2019), online: *Futurism* <futurism.com> [perma.cc/US9Z-KQ6Q].

¹⁹⁶ See *ibid.*

¹⁹⁷ See Rebecca Linke, "12-Year Study Looks at Effects of Universal Basic Income" (30 January 2018), online: *MIT Management* <mitsloan.mit.edu> [perma.cc/F56J-JAUL].

¹⁹⁸ See *ibid.*

\$500 a month to all adults, and a \$250 a month child allowance” and found that all versions would result in improved economic growth, even if funded by increasing federal debt.¹⁹⁹

While a UBI could meet people’s minimum survival needs, research has not yet shown how a UBI could meet the other psychological needs that work meets. UBI also has a dark side: Silicon Valley’s support for UBI could be explained as a way to keep people consuming their products even as those products take away people’s jobs.²⁰⁰ Work, particularly decent work, can support social and emotional needs.²⁰¹ The next few subsections will explore how existing and new policies could help encourage employment and job creation.

B. Enhancing EITC

The earned income tax credit (EITC)²⁰² is a refundable tax credit first added to the IRC in 1975.²⁰³ Intended initially as a temporary tax benefit to provide financial assistance to working families with children, it has been expanded over the years and now is one of the US government’s largest anti-poverty programs.²⁰⁴ The EITC is pertinent to the discussion of how to deal with job displacement from automation mainly because it is an anti-poverty program. Congress decided to make the EITC permanent in 1978, with the stated purpose of reducing cash welfare payments.²⁰⁵ In 1993, Congress extended the EITC to childless workers and increased the amount of the EITC based on family size.²⁰⁶ With the expansion of the EITC came concerns about fraud, and subsequent legislation addressed those concerns.²⁰⁷ In 1975, a little more than 5 million tax filers received

¹⁹⁹ See Michalis Nikiforos, Marshall Steinbaum & Gennaro Zezza, “Modeling the Macroeconomic Effects of a Universal Basic Income” (August 2017) at 3, online (pdf): *Roosevelt Institute* <rooseveltinstitute.org> [perma.cc/5SUW-BKCK]. See also Thomas Straubhaar, “On the Economics of a Universal Basic Income” (2017) 2 *Intereconomics* 74.

²⁰⁰ See Douglas Rushkoff, “Silicon Valley’s Push for Universal Basic Income Is — Surprise! — Totally Self-Serving” (21 July 2017), online: *Los Angeles Times* <latimes.com> [perma.cc/ZSW8-4FV8].

²⁰¹ See *supra* Part III.

²⁰² See 26 USC § 32 (2017).

²⁰³ See US, Congressional Research Service, *The Earned Income Tax Credit (EITC): A Brief Legislative History* (R44825) (Washington, DC: Congressional Research Service, 2018) at 1.

²⁰⁴ See *ibid.*

²⁰⁵ See *ibid* at 4.

²⁰⁶ See *ibid* at 7.

²⁰⁷ See *ibid* at 4.

the EITC.²⁰⁸ In 2014, more than 25 million tax filers received the EITC.²⁰⁹ The total dollars distributed by the EITC in 2014 exceeded \$60 billion.²¹⁰

The EITC equals a fixed percentage (depending on family size) of earned income up to a maximum amount (\$18,660 for a single taxpayer with one child in 2018).²¹¹ Once that maximum amount is reached, the EITC percentage phases down and fully phases out at a 2018 income of \$40,320 for a single taxpayer with one child.²¹² Earned income is defined as wages, tips, net self-employment income and other compensation included in gross income.²¹³ Recipients may not have investment income in excess of \$3,500.²¹⁴ The maximum EITC payment to an eligible family with three or more children in 2018 was \$6,431.²¹⁵

While the EITC has been effective at reducing poverty in the US,²¹⁶ the program has faced challenges.²¹⁷ In particular, the complexity of the credit leads to taxpayers making inadvertent errors which lead to either overpayment or underpayment of the credit.²¹⁸ Researchers note that “EITC overpayments often result from the interaction between the complexity of the EITC rules and the complexity of families’ lives.”²¹⁹ For example, in *Cowan v. Comm’r*, the state of Ohio appointed Ms. Cowan to be the guardian of a child, Marquis, from 1991 until 2004.²²⁰ Under state law, the guardianship automatically terminated when Marquis turned 18,

²⁰⁸ See *ibid* at 6.

²⁰⁹ See *ibid*.

²¹⁰ See *ibid*.

²¹¹ See US, Congressional Research Service, *The Earned Income Tax Credit (EITC): An Overview* (R43805) (Washington, DC: Congressional Research Service, 2018) at 5.

²¹² See *ibid* at 6.

²¹³ See *ibid* at 2.

²¹⁴ See *ibid* at 4.

²¹⁵ See *ibid* at 5.

²¹⁶ See “Policy Basics: The Earned Income Tax Credit” (19 April 2018), online: *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/F8Y4-HFW3] (noting that in 2016 the EITC lifted 5.8 million Americans out of poverty). See also Roxy Caines, “5 Ways the EITC Benefits Families, Communities, and the Country” (26 January 2017), online (blog): *Center for Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/57M6-CKSQ].

²¹⁷ See Robert Greenstein, John Wancheck & Chuck Marr, “Reducing Overpayments in the Earned Income Tax Credit” (20 February 2018), online: *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/K6BL-Z7UA].

²¹⁸ See *ibid*.

²¹⁹ *Ibid*.

²²⁰ See *Cowan v Commissioner of Internal Revenue* (2015), 109 TCM (CCH) 1434, TCM (RIA) 2015-85.

which occurred in 2004. However, Ms. Cowan continued to provide Marquis a home and provided his support after he turned 18, and they continued to regard themselves as a family unit. Later, Marquis had a daughter, and they both lived with Ms. Cowan. The court found Ms. Cowan provided most of the household's support during 2011. In 2011, Ms. Cowan claimed Marquis's daughter as her granddaughter for the EITC. The court disallowed this claim since Marquis's daughter was not a qualifying child of Ms. Cowan for purposes of the EITC, regardless of the fact that Ms. Cowan cared for Marquis's daughter as her own.

Despite the stories about ineligible people claiming the EITC, over 20 per cent of eligible taxpayers fail to claim the EITC. In addition to the complexity of the EITC leading to inadvertent errors, it does not directly lead to employment. Rather, it makes employment more affordable for both employees and employers. Workers benefit by receiving a government transfer in the form of a refundable credit. A 2013 report noted that the fast-food industry, in particular, benefits from the EITC as well as other taxpayer subsidies.²²¹ Even critics of the report noted that “[b]y boosting the supply of potential low-wage workers, the [EITC and child care subsidies] can put downward pressure on pay, indirectly benefiting employers who depend on less-skilled workers.”²²²

In September 2018, former presidential candidate Senator Bernie Sanders introduced a bill to tax large employers whose employees rely on taxpayer funded social safety net programs, such as supplemental nutritional assistance program benefits, school lunch programs, and Medicaid.²²³ The proposal would impose a tax of 100 per cent of the “qualified benefits” received by employees of employers with at least 500 employees. The short title of the proposal, the “Stop BEZOS Act”, indicates one of the target employers, Amazon. If enacted, the bill would also apply to retailers such as Walmart and much of the fast-food industry.²²⁴ The bill does

²²¹ See Sylvia Allegretto et al, “Fast Food, Poverty Wages: The Public Cost of Low-Wage Jobs in the Fast-Food Industry” (15 October 2013) at 2, online (pdf): *UC Berkeley Center for Labor Research and Education* <laborcenter.berkeley.edu> [perma.cc/P7DA-WD7Z] (noting that between 2007 and 2011, 45 per cent of fast-food workers claimed the EITC).

²²² Gary Burtless, “Does the Government Subsidize Low-Wage Employers?” (14 July 2015), online: *Brookings* <www.brookings.edu> [perma.cc/59ZU-6GE5].

²²³ See US, Bill S 3410, *Stop Bad Employers by Zeroing Out Subsidies Act*, 115th Cong, 2018.

²²⁴ See Abha Bhattarai, “Bernie Sanders Introduces ‘Stop BEZOS Act’ in the Senate”, *The Washington Post* (5 September 2018), online: <www.washingtonpost.com> [perma.cc/NJ9J-FY37]; Allegretto et al, *supra* note 221 at 6 (noting that 44 per cent of workers in the restaurant and food services industry group have at least one family member enrolled in a public benefits program).

not include the EITC in the list of “qualified benefits”. Critics of the bill argued that while it is well-intentioned, it would result in fewer jobs for low-income Americans.²²⁵ The proposal would likely result in employers seeking to avoid hiring workers who are eligible for such benefits or discourage employees from seeking public benefits.²²⁶ The critics note that while the problem of stagnant wages and companies shifting employment costs to the federal government is real, there are better ways to solve the problem, including enhancing the availability of the EITC.²²⁷

C. *Providing Jobs*

Erik Brynjolfsson and Andrew McAfee, authors of *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, advocate increasing the size of the EITC and making it universal.²²⁸ Unemployment can be considered a market failure.²²⁹ According to Professor Thomas Kochan, “[employers] benefit from minimizing their own labor costs while society picks up the tab for their lack of investment in human capital: slow economic growth, unemployment, welfare, and so on.”²³⁰ Kochan called for a compact between business, labour, and government to create high-quality jobs that provide adequate compensation, training opportunities, and employee representation.²³¹ However, government action can correct market failures even in the absence of such a compact.²³² Tax policy can correct market failures and broader employment can lead to positive externalities: reduced crime, more investment,

²²⁵ See Robert Greenstein, Sharon Parrott & Chye-Ching Huang “Sanders-Khanna Bill Risks Unintended Side Effects That Could Hurt Lower-Income Workers and Spur Discriminatory Hiring Practices” (5 September 2018) at 1, online (pdf): *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/D5Z6-54V5]; see also Catherine Rampell, “Tax Bezos. Help Workers. But Not Like This.”, *The Washington Post* (6 September 2018), online: <www.washingtonpost.com> [perma.cc/Y292-WXZK] (“the Sanders-Khanna prescription does not cure the disease. Instead, it just creates powerful incentives for companies to shaft the most powerless workers”).

²²⁶ See Greenstein, Parrott & Huang, *supra* note 225 at 2–3.

²²⁷ See *ibid* at 5.

²²⁸ See Brynjolfsson & McAfee, *supra* note 56 at 238.

²²⁹ See Thomas A Kochan, “Resolving America’s Human Capital Paradox: A Proposal for a Jobs Compact” (November 2011) [unpublished, archived at Massachusetts Institute of Technology DSpace@MIT] at 1–2, online: <hdl.handle.net/1721.1/69870> [perma.cc/LH3D-EMD5].

²³⁰ See Thomas A Kochan, “A Jobs Compact for America’s Future”, *Harvard Business Review* (March 2012), online: <hbr.org> [perma.cc/5XN4-8RU5].

²³¹ See *ibid*.

²³² See Eduardo Porter, “Government Must Play a Role Again in Job Creation”, *The New York Times* (10 May 2016), online: <www.nytimes.com> [perma.cc/SJN4-AMWR].

and stronger communities. However, the EITC is not a perfect fit for the problem of unemployment. While the EITC lifts workers out of poverty and encourages them to look for jobs,²³³ there is no evidence that the EITC directly creates jobs.²³⁴

Government could provide incentives to private employers to create jobs. From 1977–78, the federal New Jobs Tax Credit (NJTC) was a broad-based incentive designed to help spur recovery after a recession.²³⁵ The NJTC provided the credit to firms in which employment rose by more than 2 per cent and paid up to half of the first \$4,200 in wages for each newly hired employee. Analysis indicated that while the NJTC may have “substantially affected some firms, most firms either did not know about the program or were not influenced by it.”²³⁶ Therefore, the researchers concluded that “traditional monetary and fiscal policies are better suited to dealing with cyclical problems,”²³⁷ like recessions. However, Congress tried this approach again in 2010, enacting the Hiring Incentives to Restore Employment (HIRE) Act, which provided a tax credit for hiring individuals who were unemployed or entering employment from outside the labour force. Unlike the NJTC, the HIRE Act did not explicitly limit the incentive to hiring in growing businesses, and therefore was viewed as less successful at job creation.²³⁸ More recently, the federal Work Opportunity Tax Credit (WOTC) provides up to 40 per cent of the first year wages paid to employees in certain targeted groups who have traditionally faced barriers to employment, including veterans, ex-felons and Supplemental Nutrition Assistance Program recipients.²³⁹ States also provide job creation tax incentives, as detailed by the National Conference of

²³³ See Chuck Marr et al, “EITC and Child Tax Credit Promote Work, Reduce Poverty, and Support Children’s Development, Research Finds” (1 October 2015) at 2, online (pdf): *Center on Budget and Policy Priorities* <www.cbpp.org> [perma.cc/XUG6-DRE2].

²³⁴ See generally David Neumark, “Policy Levers to Increase Jobs and Increase Income from Work after the Great Recession” (2016) 5:6 *IZA J Labor Policy* 1 at 13, DOI: <10.1186/s40173-016-0064-y> [Neumark, “Policy Levers”] (noting that the EITC should be viewed primarily as a tool for increasing income from work, as its structure is inefficient as a job creation tool).

²³⁵ See Jeffrey M Perloff & Michael L Wachter, “The New Jobs Tax Credit: An Evaluation of the 1977-78 Wage Subsidy Program” (1979) 69:2 *American Economic Rev* 173. See also Neumark, “Policy Levers”, *supra* note 232 at 4.

²³⁶ Perloff & Wachter, *supra* note 235 at 179.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ See David Neumark, “Job Creation Policies in the Great Recession” (19 March 2012) at 2, online (pdf): *Federal Reserve Bank of San Francisco* <www.frbsf.org> [perma.cc/C9FN-C2T2].

²³⁹ See 26 USC § 51 (2017).

State Legislatures.²⁴⁰ Targeted hiring credits may stigmatize the intended beneficiaries in the eyes of employers who may be reluctant to hire employees considered to be risky, damping the effects of the credits.²⁴¹

Government itself could directly create jobs, thus avoiding some of the inefficiency of using tax credits for private employers. Some in Congress propose reinstating the Civilian Conservation Corp (CCC), which employed about two million men between 1933 and 1942.²⁴² The CCC workers built roads, trails (including the Appalachian and Pacific Crest Trails), and structures. A new CCC could address both the long-term unskilled unemployment problem and the backlog of deferred maintenance in the National Parks, Forest Service, and Bureau of Land Management.²⁴³ The CCC was “wildly popular” during its existence, and many of the roads, trails, and structures built by the CCC are still in use today. As with the original CCC, the new CCC could incorporate training programs that would not only provide skills to workers, but also opportunities for skilled workers to be instructors.

D. Funding Solutions

In theory, the solutions described above could be funded in any way, whether by a robot tax, a consumption tax, a wealth tax, or simply by increasing marginal tax rates on the wealthy. However, equalizing the taxation of capital and labour income could both provide funding and assist in solving the robot jobs problem.²⁴⁴ In 2013, Mary Louise Fellows and Lily Kahng argued for eliminating the tax preference for dividends and capital gains, theorizing that the US tax system overtaxes workers and undertaxes business owners.²⁴⁵ Fellows and Kahng counter the classic economics theory that capital should be lightly taxed by showing that in-

²⁴⁰ See National Conference of State Legislatures, “Job Creation Tax Credits: 50 State Table” (2013), online: *National Conference of State Legislatures* <[www.ncsl.org](http://www.ncsl.org/perma.cc/MYN8-FLQE)> [perma.cc/MYN8-FLQE].

²⁴¹ See Neumark, “Policy Levers”, *supra* note 234 at 3.

²⁴² See John C Paige, *The Civilian Conservation Corps and the National Park Service, 1933-1942: An Administrative History* (Washington, DC: National Park Service, US Department of the Interior, 1985) at ch 5, online: <hdl.handle.net> [perma.cc/HM82-MJH2].

²⁴³ See Paul J Baicich, “The US Needs a New Civilian Conservation Corps”, *The Nation* (25 October 2017), online: <www.thenation.com> [perma.cc/PT2K-5A8W].

²⁴⁴ See e.g. Kamin, *supra* note 99.

²⁴⁵ See Mary Louise Fellows & Lily Kahng, “Costly Mistakes: Undertaxed Business Owners and Overtaxed Workers” (2013) 81:2 *Geo Wash L Rev* 329 at 391–99 (note that their analysis pre-dated the *TCJA*, which only exacerbated the problem, as described earlier).

vesting in workers would enhance economic growth.²⁴⁶ Peter Drucker, the management “guru”, noted that “the most valuable asset of a 21st-century institution ... will be its *knowledge workers* and their *productivity*.”²⁴⁷ Beyond eliminating tax preferences for capital income, Fellows and Kahng proposed allowing deductions for workers’ costs of preparing and maintaining their capacity to remain productive, such as the cost of education, healthcare and childcare.²⁴⁸ In a more recent article, Kahng questioned whether the tax distinction between capital and labour income is even meaningful, given that intellectual capital created from labour is an increasingly large portion of the economy.²⁴⁹

The *Tax Reform Act of 1986* taxed capital and ordinary income at the same rate, raising revenue for reducing tax rates overall.²⁵⁰ Although the parity in capital and ordinary rates didn’t last long, it did not result in economic chaos. Many tax games involve transforming ordinary labour income into low-taxed capital income, including the long-running “carried interest” ambit of private equity firms.²⁵¹ Taxing capital and ordinary income at the same rates would provide an element of much needed simplification to the US tax system,²⁵² in addition to increasing revenue and eliminating the preference for robot labour.

Rather than making the politically difficult change to the tax system of taxing capital gains at the same rate as ordinary income, a more limited way to achieve tax parity between robot labour and human labour would be to classify robot labour as “labour” rather than as “capital”. This would involve greater administrative complexity, as robot labour would need to be defined and earnings from such robot labour would need to be tracked through to the business owner and taxed as ordinary income. The

²⁴⁶ *Ibid* at 381, citing Jeffrey Pfeffer, “Human Resources from an Organizational Behavior Perspective: Some Paradoxes Explained” (2007) 21 *J Economic Perspectives* 115 at 119.

²⁴⁷ Peter F Drucker, “Knowledge-Worker Productivity: The Biggest Challenge” (1999) 41:2 *California Management Rev* 79 at 79 [emphasis in original].

²⁴⁸ See Fellows & Kahng, *supra* note 245 at 381.

²⁴⁹ See Lily Kahng, “Who Owns Human Capital?” (2017) 94:3 *Wash UL Rev* 607.

²⁵⁰ See e.g. Robertson Williams, “Tax Rates on Capital Gains”, *Tax Notes* (9 January 2012).

²⁵¹ See e.g. Victor Fleischer, “Two and Twenty: Taxing Partnership Profits in Private Equity Funds” (2008) 83:1 *NYUL Rev* 1.

²⁵² See Joel D Kuntz, “Reform: Apply Full Rates to Capital Gains Adjusted for Inflation”, *Tax Notes* (26 June 2017) 1869. See also Walter J Blum, “A Handy Summary of the Capital Gains Arguments” (1957) 35:4 *Taxes* 247 at 252–58; Noël B Cunningham & Deborah H Schenk, “The Case for a Capital Gains Preference” (1993) 48:3 *Tax L Rev* 319 at 344–45 (1993); Calvin H Johnson, “Taxing the Consumption of Capital Gains” (2009) 28:3 *Va Tax Rev* 477 at 500–07; Daniel Halperin, “A Capital Gains Preference is Not Even a Second-Best Solution” (1993) 48:3 *Tax L Rev* 381 at 389.

tax shelter games facilitated by the disparity between capital and ordinary income would continue.

An even more modest solution would be to eliminate accelerated bonus depreciation and expensing provisions, which have been substantially expanded in recent years.²⁵³ Restoring a reasonable depreciation schedule that approximates the useful life of the robot (rather than immediate expensing) would go a long way toward reducing the tax benefits of automation.²⁵⁴

Finally, taxing robots could provide revenue for job creation. While taxing robots to provide relief for humans whose jobs were lost because of automation has a pleasing symmetry, it is not a simple solution to the problem. To tax robots, one must first define robots, which can be an issue, as noted by New York University Business School professor Robert Seamans.²⁵⁵ He wrote that “[t]axing investment in a handful of states based on an arbitrary definition of what does or does not comprise a ‘robot’ does not seem to be good policy.”²⁵⁶ Lawrence Summers, former Treasury Secretary, former International Monetary Fund Chairman, and former president of Harvard University, wrote that taxing robots is illogical because they are wealth creators.²⁵⁷ Summers views robots and automation as technological progress, and suggests that “staving off progress is a poor strategy for helping less-fortunate workers.”²⁵⁸ Economist Thomas Straubhaar bluntly assessed the idea of taxing robots, writing that “taxing robots would be shooting oneself in the foot.”²⁵⁹ He argued that taxing robots would slow technological progress and impair the competitiveness of workers, as jobs might not be lost to robots but to foreign competitors making use of robots, thereby harming “the very people [the poli-

²⁵³ See 26 USC §§ 168(k), 179 (2017). For an excellent analysis of the history of accelerated depreciation, see US, Congressional Research Service, *The Section 179 and Section 168(k) Expensing Allowances: Current Law and Economic Effects* (RL31852) (Washington, DC: Congressional Research Service, 2018).

²⁵⁴ See generally Lily L. Batchelder, “Accounting for Behavioral Considerations in Business Tax Reform: The Case of Expensing” (2017) New York University School of Law Working Paper at 10–12, DOI: <dx.doi.org/10.2139/ssrn.2904885> (applying economic cost recovery would generate more investment and growth than expensing, thereby raising revenue or enabling a rate cut).

²⁵⁵ See Robert Seamans, “No, Robots Should Not Be Taxed”, *Forbes* (3 March 2017), online: <www.forbes.com> [perma.cc/TL54-UG93].

²⁵⁶ See *ibid.*

²⁵⁷ See Lawrence Summers, “Robots Are Wealth Creators and Taxing Them is Illogical”, *Financial Times* (5 March 2017), online: <www.ft.com> [perma.cc/9JX9-9K6K].

²⁵⁸ See *ibid.*

²⁵⁹ *Supra* note 199 at 76.

cy] claims to protect.”²⁶⁰ In the international tax context, a robot tax would impact plans to combat base erosion and profit shifting (BEPS).²⁶¹ One of the OECD’s goals in its BEPS project is to tax value where it exists.²⁶² It is hard to know where a robot’s value exists; whether it is in the hardware or software algorithms.²⁶³ Therefore, it would be difficult to design and implement a way of assigning profits to a particular robot or automation program. Professor Orly Mazur also noted the significant difficulties in designing a robot tax, including the problem of determining how many human workers a robot has displaced and how to differentiate between job-enhancing and job-replacing robots.²⁶⁴

An article in the *Economist* sees the problem differently: rather than robots taking human jobs, the problem is “superstar firms” reaping outsized profits from their market power.²⁶⁵ Noting that the labour share of income has been falling for decades, the author finds that “as machines displace humans in production, their incomes will face the same pressures that afflict human income.”²⁶⁶

Despite these difficulties, robot taxes have their proponents. As noted in the introduction, Bill Gates is a prominent advocate.²⁶⁷ Robot taxes have been seriously considered by the European Union (EU)²⁶⁸ and South Korea.²⁶⁹ The EU ultimately abandoned the idea.²⁷⁰ South Korea’s pro-

²⁶⁰ *Ibid* at 75.

²⁶¹ See L Thompson, *supra* note 55.

²⁶² See OECD, *OECD/G20 Inclusive Framework on BEPS: Progress Report July 2017 – June 2018*, (Paris: OECD, 2018), online (pdf):<www.oecd.org> [perma.cc/H8YL-MRNP] (identifying a fundamental pillar of the BEPS Action Plan as “reinforcing substance requirements in the existing international standards so that taxation occurs where economic activities take place and where value is created” at 4).

²⁶³ See L Thompson, *supra* note 55.

²⁶⁴ See Orly Mazur, “Taxing the Robots” (2019) 46:2 *Pepp L Rev* 277 at 302.

²⁶⁵ See “Why Taxing Robots is Not a Good Idea”, *The Economist* (25 February 2017), online: <www.economist.com> [perma.cc/A9M9-7RTK].

²⁶⁶ *Ibid*.

²⁶⁷ See Delaney, *supra* note 1.

²⁶⁸ See EC, European Parliament, Committee on Legal Affairs, *Report with Recommendations to the Commission on Civil Law Rules on Robotics (2015/2103(INL))*, No A8-0005/2017 (27 January 2017) at 4.

²⁶⁹ See Anna Massoglia, “The Rise of Robot Taxes” (29 August 2017), online (blog): *Bloomberg Tax Payroll Blog* <www.bna.com> [perma.cc/U32P-Y2P3] (discussing South Korea’s robot tax).

²⁷⁰ See Linda A Thompson, “EU Lawmakers Abandon Robot Tax Plans”, *Bloomberg BNA* (17 February 2017).

posed “robot tax” would reduce an existing tax incentive for automation.²⁷¹ Professor Xavier Oberson, while acknowledging the definitional difficulties, proposed creating a “tax personality” for robots, calling them “electronic persons”.²⁷² He noted that this is not a new idea—corporations are legal entities that have tax personalities.²⁷³ Robots have the capacity to generate income, and therefore have “ability to pay”, a known prerequisite for taxation.²⁷⁴ Professor Oberson also discussed the international tax aspects of taxing robots, noting introducing a tax on robots or on the use of robots would be a major global development requiring a coordinated approach, as risks of double taxation, double non-taxation, transfer pricing, aggressive tax planning or tax avoidance, could be exacerbated.²⁷⁵

As noted previously, the US tax system contains preferences for automation. Researchers from the University of Surrey note that a robot tax could provide neutrality between automation and human workers, thereby creating the right economic signal to businesses.²⁷⁶ They propose several solutions including phasing out corporate deductions if a reported level of automation exceeds a specified threshold,²⁷⁷ imposing a corporate “automation” tax if layoffs are determined to be related to automation,²⁷⁸ and creating offsetting tax preferences for employing human workers.²⁷⁹

Whether taxing robots is a good idea or not, it will not happen unless there is political will to do so.²⁸⁰ Economist Robert Shiller proposed a robot tax as a temporary measure, to ease the transition to a more automated

²⁷¹ See Massoglia, *supra* note 269.

²⁷² Xavier Oberson, “Taxing Robots? From the Emergence of an Electronic Ability to Pay to a Tax on Robots or the Use of Robots” (2017) 9:2 World Tax J 247 at 250, 258.

²⁷³ See *ibid* at 251.

²⁷⁴ See *ibid* at 254. See also Ryan Calo, “Robots in American Law” (16 March 2016) University of Washington School of Law Legal Studies Research Paper No 2016-04, online: <ssrn.com/abstract=2737598> (discussing how law might evolve in the “robotic revolution”).

²⁷⁵ See Oberson, *supra* note 272 at 258–59.

²⁷⁶ See Ryan Abbott & Bret Bogenschneider, “Should Robots Pay Taxes? Tax Policy in the Age of Automation” (2018) 12:1 Harvard L & Policy Rev 145 at 152.

²⁷⁷ See *ibid* at 169.

²⁷⁸ See *ibid* at 170.

²⁷⁹ See *ibid* at 171.

²⁸⁰ See Malcolm James, “Here’s How Bill Gates’ Plan to Tax Robots Could Actually Happen”, *Business Insider* (20 March 2017), online: <www.businessinsider.com> [perma.cc/WMJ5-BLDD]

economy.²⁸¹ Shiller viewed a robot tax as a means of addressing income inequality in a more politically palatable way than raising taxes on high-income individuals to redistribute to lower-income individuals.²⁸² As Shiller noted:

It may be more politically acceptable, and thus sustainable, to tax the robots rather than just the high-income people. And while this would not tax individual human success, as income taxes do, it might in fact imply somewhat higher taxes on higher incomes, if high incomes are earned in activities that involve replacing humans with robots.²⁸³

Conclusion

Powerful forces are behind the rise of automation. While few corporate executives will admit it, they want to automate as much as they can to drive short-term profits.²⁸⁴ At the same time, human rights groups like the United Nations Human Rights Council find that automation, and artificial intelligence in particular, poses human rights issues.²⁸⁵ If automation shifts the labour market such that large numbers of people cannot find jobs, they will be unable to maintain an adequate standard of living.²⁸⁶ A recent article noted that automation is splitting the US workforce in two, describing the situation as a small island of highly educated well-compensated professionals in a sea of less educated workers in businesses that stay viable primarily by keeping wages low.²⁸⁷

Similarly, the US tax system raises human rights concerns. The United Nations Special Rapporteur on extreme poverty and human rights Philip Alston visited the US in December 2017, during the consideration for the tax reform that ultimately became the *TCJA*. He commented that the proposed tax reforms created an “enormous impetus ... to income and

²⁸¹ See Robert Shiller, “Why Robots Should Be Taxed If They Take People’s Jobs”, *The Guardian* (22 March 2017), online: <www.theguardian.com> [perma.cc/C64N-AP9R].

²⁸² See *ibid.*

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ See e.g. Kevin Roose, “The Hidden Automation Agenda of the Davos Elite”, *The New York Times* (25 January 2019), online: <www.nytimes.com> [perma.cc/49DA-7NAH].

²⁸⁵ See Daniel Cullen, “Why Artificial Intelligence is Already a Human Rights Issue” (31 January 2018), online (blog): *Oxford Human Rights Hub* <ohrh.law.ox.ac.uk> [perma.cc/76QK-94VW].

²⁸⁶ See e.g. “Human Rights in the Age of Artificial Intelligence”, (last visited 17 February 2019) at 26, online (pdf): *Access Now* <www.accessnow.org> [perma.cc/2SFH-B2MB].

²⁸⁷ See Eduardo Porter, “Tech is Splitting the U.S. Work Force in Two”, *The New York Times* (4 February 2019), online: <www.nytimes.com> [perma.cc/Y7SM-RQ2Z].

wealth inequality.”²⁸⁸ He also noted the explicit reference to welfare reform as a source of revenue and an “illusory emphasis on employment” which assumes that “there are a great many jobs out there waiting to be filled by individuals with low educational standards,” while at the same time workers in those jobs cannot survive on a full-time wage without government assistance.²⁸⁹

This article has taken a human perspective on the issue of automation. As described, automation creates two types of problems: a revenue problem and a jobs problem. The current tax system bases revenues primarily on human wages. Sooner or later, significant tax reform will be needed to address the coming clash between revenues and automation. Taxing robots is not a fruitful avenue for tax reform. Aside from the problem of defining robots, absent a worldwide tax, the capital investment in robots would likely move to countries without a robot tax. Rather, creating parity between the taxation of capital and labour would both increase revenues and reduce tax gaming. Recent proposals to increase taxes on the super-wealthy would also generate revenue from those who have profited from automation.²⁹⁰ The revenues gained could be used to enhance the potential of human labour via education and job creation. Humans need good jobs for self-esteem and social interaction. Society needs to reduce income and wealth inequality. Tax reform could satisfy both needs.

²⁸⁸ UNOHCHR, Press Release, “Statement on Visit to the USA, by Professor Philip Alston, United Nations Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights” (15 December 2017), online: www.ohchr.org [perma.cc/ZV8G-RQHU].

²⁸⁹ See *ibid.*

²⁹⁰ See Patricia Cohen & Maggie Astor, “For Democrats Aiming Taxes at the Superrich, ‘the Moment Belongs to the Bold’”, *The New York Times* (8 February 2019), online: www.nytimes.com [perma.cc/8GU5-PVUQ].